

# LES PORTEURS DE VALISE IdéOLOGIQUES

## SOCIOGENESE DU PSU, 1947-1974

Mémoire de Master 2 de Simon Lambersens  
sous la direction de Olivier Ihl

Grenoble, IEPG-PPCS-SGC, septembre 2006

### SOMMAIRE

SOMMAIRE .....	1
Introduction .....	4
1ère partie : Une coalition hétérogène de groupes minoritaires .....	11
1.1. La route périlleuse des socialismes de gauche .....	12
1.1.1. Des micros-formations développant une méfiance réciproque .....	14
L'Action socialiste révolutionnaire .....	14
L'URR-Union Progressiste .....	15
Le Parti Socialiste Unitaire .....	15
Crises à répétition dans la « vieille maison » SFIO .....	21
Exclusions au PCF .....	23
1.1.3. La progression d'un catholicisme de gauche, révélateur de la crise des organisations démocrates-chrétiennes .....	24
Le Mouvement Républicain Populaire .....	24
L'Union des Chrétiens Progressistes .....	25
Du Mouvement Populaire des Familles au Mouvement de Libération du Peuple .....	26
La Jeune République (JR) .....	28
CAGI et NG : des gauches indépendantes à la Nouvelle Gauche .....	29
La naissance de l'UGS .....	30
1.2. Un terreau culturel et intellectuel plus large que « la nouvelle gauche » .....	31
1.2.1. Un développement réticulaire parmi la société civile à travers syndicats et associations .....	33
L'action catholique chrétienne .....	33
Le « socialisme démocratique » de « Reconstruction » .....	36
1.2.2. L'anticolonialisme comme facteur de militantisme pour une nouvelle génération ...	38
1.2.3. La pratique en actes de l'internationalisme : rechercher une troisième voie ou se comporter en simples compagnons de route ? .....	41
Le modèle italien .....	42
Influences du Travaillisme Britannique .....	43

Relations plus rares avec les Allemands et les Israéliens.....	44
1.3. De la façon de concevoir une nouvelle formation politique : l'agglomération des minorités de gauche .....	45
1.3.1. La scission avec la SFIO et la reconstruction d'un parti socialiste .....	46
Nouveaux départs de minoritaires et fondation du PSA .....	47
1.3.2. Le lent apprentissage de la cohabitation des traditions politiques .....	51
L'UFD .....	51
Le CAD .....	53
1.3.3. La préparation d'un congrès fondateur : l'union avec l'UGS et TdC .....	56
Débats à l'UGS avant la fusion .....	56
La déclaration des principes .....	58
2e partie : Une formation intermédiaire, entre parti de masse et parti confidentiel, au fonctionnement chaotique .....	62
2.1. De nouveaux militants dans une organisation hiérarchique et réticulaire.....	63
2.1.1. Un renouvellement du militantisme brisant certaines frontières professionnelles ou confessionnelles .....	64
Le débat sociologique.....	64
Les trajectoires militantes.....	66
2.1.2. Une organisation au fonctionnement vertical et horizontal .....	69
Les secteurs et les fédérations .....	70
Les conditions restreintes d'adhésion .....	71
Congrès et Conseils.....	73
2.1.3. Le double leadership politique et relationnel .....	73
Le Bureau National (BN) .....	73
Le Secrétariat National.....	74
Le rôle des « éminences grises ».....	75
2.2. Les tendances envisagées comme garde-fous contre le centralisme démocratique .....	76
2.2.1. Des courants modernistes-réformateurs : des référentiels, mais un poids politique minoritaire dans le parti.....	78
2.2.2. Une gauche du parti : activiste ou doctrinaire ? .....	82
Les attentes du Parti Communiste Internationaliste .....	82
.....	83
La Tendance Socialiste Révolutionnaire.....	83
Les maoïstes .....	85
La Gauche Ouvrière et Paysanne (GOP).....	86
Les Rapports avec la Ligue Communiste.....	86
2.2.3. Des majorités instables sur des lignes changeantes .....	87
Unitaristes contre Autonomistes .....	88
Le dilemme réforme et révolution.....	89
Le compromis rocardien de 1972.....	90
2.3. Des débats fondamentaux pour l'orientation du parti .....	92
2.3.1. Le refus de la 5e République .....	93
2.3.2. L'Union de la Gauche, entre débats et combats.....	96
2.3.3. Mai 1968 : entre jonction des luttes nouvelles et stratégie politique .....	99
3e partie : Une action collective peu visible politiquement mais influente sur la société .....	104
3.1. Ni puissance électorale, ni domination syndicale .....	105
3.1.1. L'élection comme moyen de propagande et non comme finalité en soi.....	107
3.1.2. A la recherche de relais parmi les franges nouvelles de la société civile .....	113
3.2. Développement de l'action locale et participation à la prise de décision .....	120
3.2.1. Le militantisme d'expertise à l'appui du militantisme politique .....	122

Le CRESAL .....	122
Les centres d'études .....	123
3.2.2. De l'expertise de l'ADELS à la participation des habitants.....	125
L'ADELS .....	125
La problématique du logement et l'ADA.....	127
La Ville comme problématique générale .....	129
3.2.3. Les groupes d'action municipale (GAM) : de l'intérêt à la méfiance.....	130
3.3. Contre-Plan, décentralisation, autogestion : du contre-projet à l'utopie.....	135
3.3.1. Un référentiel réformateur propre aux Hauts fonctionnaires ? .....	136
3.3.2. Le Contre-plan comme antidote à la planification centralisée.....	139
Une planification démocratique .....	140
Des réformes de structures .....	141
L'Analyse socio-économique.....	143
3.3.3. Décentraliser, ou comment s'opposer au jacobinisme gaulliste .....	144
3.3.4. L'utopie autogestionnaire .....	147
Conclusion : Le PSU entre braises et germes .....	154
Sources .....	163
Bibliographie .....	167
Table des sigles .....	182

# Introduction

Gilles Martinet devait être plus que comblé, ce jour du 3 Avril 1960 où il devient secrétaire national adjoint d'un nouveau parti, le Parti Socialiste Unifié (PSU) né de la guerre d'Algérie. Va-t-il enfin quitter la position inconfortable d'éternel dissident et d'éternel minoritaire de la gauche en étant parmi ceux qui vont conduire la gauche à la reconquête du pouvoir ? 30 000 militants sont annoncés. En réalité, ils sont un peu moins de la moitié mais les chiffres comptent peu face à l'espérance que veut porter cette nouvelle formation qui va contribuer bien plus fortement que tous les groupements d'hier à un renouvellement de la gauche !

Trente ans plus tard, le PSU se dissout dans l'indifférence générale, au moment même où onze anciens adhérents de ce parti appartiennent au gouvernement Rocard (sur 40 ministres)<sup>1</sup>. Ce parti, très souvent analysé dans son émergence et dans ses apports au Parti Socialiste, a été peu étudié dans son originalité propre. De nombreuses études de sciences politiques ont traité du PSU, mais elles datent pour l'essentiel des années 60 et surtout des années 70. La bibliographie sur l'histoire du PSU est relativement peu abondante, à l'exception de travaux déjà anciens comme ceux de Jean-François Kesler (KESLER, 1990), de Marc Heurgon (HEURGON, 1994), et la thèse de Gilles Morin sur le PSA (MORIN, 1990) au niveau national. Au niveau local, peu de travaux ont été réalisés, sauf sur la Bretagne. Il est aussi notable que les deux premières références sont l'œuvre d'anciens militants de l'organisation. Après une éclipse historiographique, (si l'on fait exception des travaux de Gilles Morin et d'Olivier Ménard sur la genèse de ce parti mais qui ne traitent pas de son activité après 1960<sup>2</sup>), son étude pourrait revenir en grâce, les chercheurs ayant à leur disposition les archives nationales du parti déposées à la fin des années 1990<sup>3</sup>.

Le PSU a été souvent caractérisé comme « socialiste de gauche » par rapport à la SFIO qui peut être considérée comme le parti central des socialistes, donc centrifuge, alors que le jeu politique à gauche est encore fortement marqué et conditionné par le poids du Parti Communiste Français. En 1960, Guy Mollet est depuis 14 ans l'inamovible secrétaire général de la SFIO et développe une pratique politique qu'on retient sous le vocable de mollétisme : à

---

<sup>1</sup> Tels P. Bérégovoy, M. Debarge, T. Dreyfus, L. Jospin, C. Hernu, J. Lang, J. Le Garrec et M. Rocard parmi d'autres...

<sup>2</sup> MENARD, Olivier, Genèse du PSU, mémoire IEPG, 1992, MORIN, Gilles, Des minoritaires de la SFIO à l'opposition à la Guerre d'Algérie, thèse, 1990.

<sup>3</sup> Au CARAN, rue des Archives, 75003 Paris.

gauche dans les discours pour gagner des majorités, mais avec le MRP, puis avec De Gaulle, pour gouverner. A la même date, le Parti Communiste peine à se déstaliniser malgré l'exemple du PCI (italien) et malgré la déstalinisation de N. Khrouchtchev. Plus spécifiquement, en Isère par exemple, la SFIO est en perte de vitesse (elle perd la mairie de Grenoble en 1959) et le PCF, cantonné dans ses banlieues ouvrières, ne progresse pas ailleurs. Le Parti Radical, après l'échec de sa rénovation, tourne le dos à la gauche. Les militants qui ne se retrouvent pas ou plus dans ces trois formations vont profiter de cette situation pour créer le PSU.

L'activité de ce parti est à présent close. Il est possible, peut-être plus que dans l'étude d'autres partis, d'aborder certaines questions :

- Comment peut-on caractériser la fusion politique de micro-groupes de provenances diverses à l'origine du PSU ? Gauche chrétienne, radicaux mendésistes, trotskystes, minoritaires de la SFIO et du PCF, gaullistes sociaux, militants associatifs locaux: autant d'antécédents qui préparent une fusion, contemporaine à la fois d'un changement institutionnel (passage de la IVe à la Ve République) et d'un mouvement générationnel (lutte contre le colonialisme et la guerre d'Algérie).

- Bien que œuvre de l'unification de groupes divers, le PSU ne produit-il pas immédiatement ses propres courants internes, courants facilités par la volonté de se défaire de la « centralisation démocratique » (du côté du PCF) ou du système des « baronnies » locales (côté SFIO), et qui doivent s'unifier autour d'un corpus idéologique partagé ?

- Plus précisément, quelle logique de l'action collective (OLSON, 1965), et quelle rhétorique spécifique sous-tend le développement de ce qui sera appelé plus tard « la nouvelle gauche » ou « la deuxième gauche » (HAMON, ROTMAN, 1982) ? Quelle nouveauté ces engagements partisans introduisent-ils alors dans le champ politique à gauche ?

- Quels sont les objectifs spécifiques de ce mouvement de renouvellement du socialisme ? La responsabilité politique ? L'alliance dans la gauche ? Le développement associatif local ? La planification démocratique ? La démocratie économique ? La décentralisation ? La modernisation de l'Etat par des experts ?

- Est-ce bien la peur de la « compromission » qui conduit les militants à privilégier le militantisme et craindre l'électoratisme ? Cette même logique conduit-elle certains cadres à intégrer la haute administration pour réformer l'Etat de l'intérieur selon les perspectives dégagées (en estimant et en souhaitant donc que l'Etat soit réformable si celui-ci est bien

dirigé et bien éclairé) ou bien est-ce plus tard, au sein de l'appareil d'Etat que sa réforme s'est imposée ?

Privilégiant la longue durée, la période choisie (1947-1974) couvre l'espace d'une génération politique qui, au sortir de la guerre, doit affronter les défis de la Reconstruction. Cette période est aussi souvent caractérisée comme étant celle des Trente Glorieuses, que nous pourrions plutôt qualifier des « Trente Piteuses » pour les socialistes : scissions, divisions, recompositions... Pour le PSU, ce sont les années de l'agglomération de petites forces de gauche et les années pionnières du jeune parti où il tente de conjuguer réforme et révolution (pour reprendre des termes souvent opposés), essayant de promouvoir des contre-pouvoirs dans la société et à l'intérieur de l'Etat, avant de se lancer dans la concrétisation d'un projet plus utopique. Cette analyse cherche également à expliciter le rapport du parti avec le renouveau intellectuel et culturel des années 60-70 (par le développement culturel, la multiplication de revues, d'hebdomadaires, de clubs, de groupes de réflexion, de commissions) et son positionnement face aux grands enjeux politiques.

En croisant l'approche chronologique avec une logique plus thématique, l'étude ne se limite pas à l'histoire interne du PSU mais cherche à approfondir les liens entre trajectoires militantes individuelles et reconfiguration de groupes politiques ; entre engagements locaux et responsabilités nationales ; entre approche empirique (présentation descriptive factuelle) et approche théorique (analyse des partis politiques, jeux des acteurs)

Nous parlons ainsi de « trajectoires militantes et recompositions politiques » car l'approche choisie combine une analyse des parcours militants à travers des archives et des témoignages avec une analyse de la construction des organisations. Les engagements personnels ont été à la fois constitutifs du parti et ont infléchi son mode de fonctionnement et ses débats internes. La sociogenèse des groupes spécifiques se double ainsi du questionnement sur la portée des projets qui soudent leur regroupement. Il s'agit de repérer d'une part les trajectoires individuelles et collectives qui permettent la cohésion d'ensemble à partir d'origines et de tendances diverses, et d'autre part les pratiques par lesquelles les militants envisagent le renouvellement du socialisme français (DEPREUX, 1960).

Une telle analyse ne peut faire l'impasse sur l'histoire locale car les pratiques spécifiques d'action collective s'inscrivent, pour le PSU, dans des expériences à la base. De ce fait, le terrain local choisi est Grenoble, ville marquée par la résistance du Vercors et par l'Ecole des cadres d'Uriage, ville qui a organisé les rencontres socialistes de 1966, ville influencée par un

syndicalisme étudiant et ouvrier dominé par des courants (minorité de l'UNEF<sup>4</sup> et « Reconstruction » de la CFTC/CFDT) dont de nombreux responsables ont participé au PSU<sup>5</sup>. De ce fait, Grenoble a été pilote pour des expérimentations sociales et politiques durant les années 1970. Cette itération opérée entre réalités locales et réalités nationales prend sa source dans le projet préalable du parti, projet original de modernisation politique et de fidélité doctrinale, qui se concrétise dans des laboratoires locaux pouvant servir de point d'appui à une transformation sociale.

Cette démarche vise à s'intéresser autant à ce que les acteurs disent aujourd'hui de leur expérience, souvent moins en tant que telle que par la rencontre avec d'autres activités (non-violence, pacifisme, tiers-mondisme) ; qu'à ce qu'ils en disaient ou en écrivaient hier. On lit ainsi l'archive, le document, pour délimiter les champs dans lesquels les personnes ou les groupes ont été amenés à prendre telle position ou telle opinion. On tente de suivre le conseil de Joseph Williams : « Plus l'exemple est précis, plus l'idée est concrète » (et vice et versa)<sup>6</sup>. Deux outils de recherche en sciences humaines nous ont aidé de manière indirecte : « Ecrire les sciences sociales » de Howard Becker, notamment le chapitre sur « comment sortir le produit de l'atelier », et « Le guide de l'enquête de terrain » de Stéphane Beaud et Florence Weber. Les réflexions de Florence Descamps sur l'histoire orale<sup>7</sup> ont été également précieuses.

Comme le souligne Jean-Claude Passeron<sup>8</sup>, le « récit biographique à l'état brut, rêvant d'exhaustivité, se berçant que rien n'est insignifiant » fait évanouir le « problème théorique des traits pertinents de la description » et rend le « monde biographique » « scientifiquement indescriptible » ; il faut au contraire que ces trajectoires soient « des invites à la description » et pas seulement des « points d'un système ou d'un champ ».

On s'intéresse moins aux « autobiographies raisonnées », ou à l'« histoire de vie comme moyen privilégié d'autoformation » qui attesterait du « réel » plus que ne le pourrait une conceptualisation, qu'à des « récits de vie », « parcours de vie », « plans de vies flexibles »

---

<sup>4</sup> La charte du syndicat présentant l'étudiant comme un jeune travailleur intellectuel en formation y est signée en 1946

<sup>5</sup> Le terrain grenoblois a déjà été abordé à l'occasion d'une recherche en licence d'histoire (enquête orale) sur les premiers militants de la Villeneuve (parfois des anciens du PSU) et lors de ma maîtrise d'histoire sur Jean Verlhac, adjoint au maire de Grenoble de 1965 à 1983 et pendant cinq ans membre du Bureau national du PSU.

<sup>6</sup> WILLIAMS, Joseph L., *Style, ten lessons in clarity and grace*, Glenview, Foresman, 1981, cité par BECKER, Howard S., *Ecrire les sciences sociales*, Economica, 2004, p.179.

<sup>7</sup> DESCAMPS, Florence, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone*, CHEFF, 2005 (2001).

<sup>8</sup> PASSERON, Jean-Claude, « L'utopie biographique », pp. 304-305 et « Le radicalisme des formes », pp.305-310, in *Le raisonnement sociologique*, 2006.

dont on soumet l'analyse de leur inscription dans un processus précis<sup>9</sup>. Ainsi la notion de champ politique<sup>10</sup>, conceptualisé par Pierre Bourdieu, peut être utilisé en comparant ce qui relève chez les militants du PSU de leur pratique militante et ce qui est du ressort de catégorisations plus impolitiques<sup>11</sup>, à l'exemple du militantisme scientifique<sup>12</sup> ou associatif<sup>13</sup>. Le champ politique particulier à la période étudiée répond certes à des régularités qu'il faut mettre au jour, mais ce que la raison statistique ne nous permet pas de dire est que des faits nouveaux, non pris en compte dans des tableaux ou des courbes, obéissent parfois à de l'impensé et de l'imprévu. Il n'y a pas homologie totale des champs politiques étudiés car, même dans un régime d'historicité comparable<sup>14</sup>, l'inventivité notamment politique permet de changer de paradigme historique.

En prenant garde à l'illusion biographique<sup>15</sup> qui ferait excéder les propos des limites d'une démonstration, cette étude analyse « les raisons et les bonnes raisons » (au sens de R. Boudon)<sup>16</sup> qui président à l'engagement des militants. L'analyse des différents courants présents à l'origine et se transformant ensuite est révélatrice de l'hétérogénéité de cette formation. Regardant ses relations avec les autres partis de gauche dans une perspective dynamique, le parti les interpelle à leur marge. On regarde la symbiose ou non avec le mouvement social, d'autant plus que le parti prône le militantisme local.

On mêle sources orales et sources écrites pour produire de l'intelligibilité sur la base d'une constitution d'archives inédites. D'un côté nous examinons des sources constituées et déposées par les militants comme les archives du parti, consultées en partie aux Archives nationales, et l'ensemble des dépôts individuels aux Archives départementales de l'Isère, et de l'autre les rapports des Renseignements Généraux, inégaux, fort aléatoires, couvrant imparfaitement en Isère les années 1954-1972. De même, nous consultons des brochures et

---

<sup>9</sup> Sur cette question, on peut consulter FERRARROTTI, Franco, Histoire et histoires de vie. La méthode biographique dans les sciences sociales, Paris, Méridiens, 1983, 196 p., et POIRIER, Jean, Les récits de vie, Paris, PUF, 1983.

<sup>10</sup> Plus précisément : « Le champ de la représentation politique », in BOURDIEU, Pierre, 1981.

<sup>11</sup> ESPOSITO, Roberto, Catégories de l'impolitique (1988).

<sup>12</sup> Cf pour le cas des militants du PSU dans l'ADA-13<sup>e</sup> dans les années 60-70 : voir JOIN-LAMBERT, Odile ; LOCHARD, Yves, in IHL, Olivier (dir.) (2006). Et supra 3.2.2.

<sup>13</sup> BEAUNEZ, Roger, « L'ADELS », 2000.

<sup>14</sup> François Hartog, à la suite de Reinhardt Koselleck, définit les régimes d'historicité comme suit : un outil heuristique aidant à mieux appréhender non le temps mais principalement des moments de crise du temps, cf HARTOG, François, Régimes d'historicité, Seuil, 2003, p.27. La guerre d'Algérie et Mai 68 peuvent être dans notre étude ces moments qui surgissent toujours dans des sociétés d'historicité comme le considère Claude LEFORT, en pensant sans doute à la Révolution Française, quand il écrit : « le propre d'une société historique, c'est qu'elle contient le principe de l'évènement et a le pouvoir de le convertir en moment d'une expérience, en sorte qu'il figure un élément dans un débat que les hommes poursuivent entre eux », in ibid, p. 37.

<sup>15</sup> BOURDIEU, Pierre, « L'illusion biographique », *Actes des recherches en sciences sociales*, 1986.

<sup>16</sup> BOUDON, Raymond, Raisons, bonnes raisons, 1992.



ouvrages de l'époque ayant valeur de source pour les informations de première main qu'elles offrent ; et enfin nous avons effectué sept entretiens oraux et deux entretiens téléphoniques.

La bibliographie est composée d'abord d'ouvrages et de thèses d'histoire, couvrant la période (1945-1975) et portant par exemple sur l'histoire électorale de l'Isère (LELEU, 1981) comme sur la place de certaines sensibilités dans leur environnement socio-politique (DURIEZ, 2005). Les travaux de science politiques utilisés sont soit des travaux sociohistoriques, soit des monographies de fédérations, soit des résultats d'enquête post-électorales à la lumière des théories balisées de R.Michels, M.Weber, M.Duverger sur le système partisan ou M.Olson sur l'action collective

L'étude opère un va-et-vient entre données empiriques et une problématique questionnant **en quoi le PSU a pu être vécu et vu par ses militants (dans la mesure de leur lecture d'hier et de leur relecture actuelle) comme un parti-ressource pour eux et en quoi il a pu l'être parce qu'il représentait un type de formation politique intermédiaire.entre deux historicités**

**C'est dans son origine et ses fondements que peuvent s'expliquer en grande partie la capacité d'influence du PSU mais aussi ses échecs politiques propres, voire sa disparition.**

On ne veut pas dire que le caractère inchoatif de toute organisation, ses conditions de commencement, déterminent à jamais son déroulement futur, mais que les militants l'ayant fondé ont transposé dans leurs pratiques leurs espérances premières<sup>17</sup> : sortir des situations de crise pour en faire un parti structuré, changer le rapport au pouvoir. En restant dans le champ politique, Olivier Ménard le dit tout net : « C'est peut-être de s'être construite sur la base d'une crise que l'organisation PSU va être conduite à l'échec »<sup>18</sup>. Au-delà, cet échec peut être relativisé par le rôle moins visible des militants du PSU dans la vie sociale. Cette tension provoque dans la vie interne du PSU de grandes difficultés et des conflits nombreux à propos du rapport entre l'engagement personnel des militants et la stabilité puis l'expansion de l'organisation, entre action politique et action sociale, entre formation intermédiaire et parti-ressource.

---

<sup>17</sup> Cf les témoignages d'André Didier (AD 26) et de Guy et Régine Dhoquois, « Le militant contradictoire », 2002.

<sup>18</sup> MENARD, Olivier, op.cit. p.102.

On suivra donc les origines du PSU dans ses linéaments : des groupes qui ont été en rupture avec l'exercice du pouvoir par les socialistes, mais qui refusent d'être satellisés par le PCF ou d'être marginalisés avec l'extrême gauche. Cherchant à donner une traduction politique à l'anticolonialisme, au pacifisme et à l'internationalisme, c'est également à travers un commun refus du présidentielisme et de l'autoritarisme, plus que par une adhésion claire à un projet politique, que se soude le parti (*1ere partie*).

On retrouvera ces refus successifs dans le mode d'organisation du parti, qui doit prendre en compte les aspirations de nouvelles catégories sociales. Structuré et hiérarchisé comme les autres, le parti autorise une certaine autonomie et son mode de fonctionnement produit volontairement ou non des pratiques plus horizontales. De fait, la vie réelle de l'organisation n'est pas une simple application de ses principes. Les manières d'appréhender le combat politique se renouvellent en fonction d'enjeux successifs et coextensifs. Le jeu des tendances se cristallise autour d'évènements (comme la lutte contre le pouvoir gaulliste, le combat pour l'union de la gauche, le soutien au mouvement social de Mai 68) qui font débat et qui remodelent le parti. (*2e partie*).

A cheval entre militantisme politique et militantisme sociétal, ses militants vont transcrire leurs nouvelles attentes par rapport à la vie politique, moins dans des engagements électoraux que dans des revendications jusqu'ici minorées : le souci d'une plus grande démocratie locale qui soit également le moyen d'expérimenter une démocratie plus directe ; la décentralisation qui soit le ciment d'un nouvel aménagement du territoire planifié démocratiquement ; l'autogestion qui fasse participer les producteurs à l'activité économique et introduise le contrôle ouvrier. C'est donc tout un panel de propositions qui tente de mêler les acquis du combat du mouvement ouvrier et les préoccupations de couches nouvelles, plus soucieuses de défendre d'une part leur cadre de vie, d'autre part leur prise de parole.

(*3e partie*).

## 1ère partie : Une coalition hétérogène de groupes minoritaires

L'origine du PSU est incontestablement le thème qui a été le plus souvent traité par la littérature scientifique sur ce parti<sup>19</sup>. Cette sociogenèse peut être complétée, car elle nous semble développer insuffisamment le fait que, dès la fin de la guerre, et ce jusqu'en 1959, la SFIO, le PCF et le Parti Radical ont connu de nombreuses scissions, sans oublier les quelques défections à droite, du MRP ou du RPF. Le PSU est le produit de dissidences de ces trois principaux partis de gauche mais également d'un bouillonnement intellectuel et culturel, souvent l'œuvre de chrétiens de gauche, amorcé au sortir de la guerre et renouvelé dans les années 50, favorable à la profusion de comités, revues, regroupements plus ou moins éphémères. La lente agglomération de divers groupes est constitutive des spécificités du PSU. Le contexte historique joue évidemment le rôle de déclencheur du décrochage de certaines parties du PCF et de la SFIO : parmi les intellectuels choqués par la répression de Budapest et par la doctrine thorézienne de la paupérisation (c'est le cas des dissidents de Tribune du communisme), parmi de nombreux néo-guesdistes et blumistes historiques de la SFIO. Ces derniers sont troublés par le grand écart entre les prises de position ancrées à gauche de Guy Mollet pour gagner des majorités dans le parti et son comportement électoraliste et colonialiste au gouvernement : ils espèrent secrètement ou ouvertement un changement réformateur qui se fait désespérément attendre.

Toujours est-il que c'est le non à la Ve République et à Charles de Gaulle, renforcé par le refus de la guerre d'Algérie, qui soude ces opinions assez disparates. Le PSU, fruit de cette somme de refus, se crée du fait de la politisation inhérente à la lutte contre la guerre d'Algérie mais, une fois que le contexte international et national change, réoriente sa stratégie, quand le pouvoir de C. de Gaulle s'avère durable.

Les cheminements idéologiques et politiques des militants « fondateurs » sont autant issus de leurs expériences dans des micro-formations minoritaires que du vécu des contraintes de l'appareil de la gauche majoritaire. Plus globalement, ces parcours s'enracinent dans un terreau culturel renouvelé, structuré par la mémoire de la guerre et le processus de sécularisation.

---

<sup>19</sup> Cf. les travaux de M. HEURGON, J.F. KESLER, O. MENARD, et G. MORIN.

## 1.1. La route périlleuse des socialismes de gauche

« Nous restons fidèles à l'héritage de Jaurès, Guesde et Vaillant ».

Les déclarations de rupture avec la ligne prise par la direction de la SFIO que ce soit en 1947, 1948, 1951, 1958 ou 1959, reprennent peu ou prou cette formule de fidélité à une histoire perçue comme autant de pages glorieuses écrites au fur et à mesure par de valeureux aînés.

Il est nécessaire pour la (re)fondation de partis socialistes, qu'ils se nomment « révolutionnaires », « unitaires », « de gauche », « unifié » de ne pas laisser à « la vieille maison » le soin de se prévaloir d'une légitimité conférée par ce qui serait un droit d'aînesse politique, une référence historique.

Comme l'a montré Jean-Paul Joubert<sup>20</sup>, les socialistes avaient, dès l'avant-guerre, connu des scissions face aux métamorphoses doctrinales de la SFIO. En 1923-1924, l'Union Socialiste-Communiste regroupait des anciens communistes<sup>21</sup> qui avaient très vite déchantés face à la soviétisation et la stalinisation accélérées de la SFIC/PCF, mais aussi quelque anciens socialistes qui considéraient que le parti tendait trop vers des compromissions avec le radicalisme bourgeois et parlementariste. Le Cartel des gauches, dirigé par le radical Edouard Herriot de 1924 à 1926, que soutenait la SFIO, n'apaisait pas leurs méfiances. En 1932, une scission dite de droite eut lieu avec le départ des néo-socialistes autour de Pierre Renaudel (sensible aux théories planistes et au groupe X-Crise) et de Marcel Déat (sensible aux expériences fascistes). Ce départ favorise le rapprochement après 1934 entre trotskystes et anciens communistes vers un socialisme antifasciste. En 1938, Marceau Pivert<sup>22</sup> et la section du 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris ainsi que son courant de la Gauche Révolutionnaire, sensible à l'antifascisme, quittaient la SFIO. La raison donnée était la non-intervention de la France durant la Guerre d'Espagne mais la plus fondamentale résidait dans le refus des exclusions perpétrées envers les jeunes socialistes accusés de trotskysme. Entré par la droite à la SFIO, Marceau Pivert en sortit par la gauche et fonda le Parti Socialiste Ouvrier et Paysan (PSOP) qui n'eut qu'une existence éphémère car la seconde guerre mondiale obligea son

---

<sup>20</sup> JOUBERT, Jean-Paul, *Révolutionnaires de la SFIO*, 1977.

<sup>21</sup> Tels que Boris Souvarine et Pierre Monatte.

<sup>22</sup> Marceau Pivert (1895-1958).

leader à rejoindre Trotsky à Mexico<sup>23</sup>. Un autre courant interne à la SFIO qui n'avait pas fractionné avec la maison-mère, connu lui aussi un destin mouvementé : créée en 1928, la Bataille Socialiste<sup>24</sup> fut portée un temps par Paul Faure puis par Jean Zyromski<sup>25</sup> qui défendait le sentiment national en même temps qu'un marxisme orthodoxe. Cette mouvance se reconstitua après la guerre. Ces scissions ou défections illustrent la grande hétérogénéité qui caractérise alors la gauche de la SFIO.

Pour certains syndicalistes et notamment en 1947-1948, il s'agit de se battre dès à présent pour l'unité syndicale (à la CGT qui vient alors de connaître une scission avec la création de FO, conséquence de la Guerre Froide), alors que la « reconstruction » d'un grand parti socialiste leur paraît un projet à plus long terme.

Pour d'autres militants, dans les années 1958-1959, il convient de refuser le ralliement au général De Gaulle soupçonné de vouloir commencer une carrière de dictateur en taillant une constitution et un régime selon sa guise et donc de bafouer les libertés.

Mais l'existence et la durée de partis ne dépendent pas seulement de données nationales et d'une géopolitique des conflits, mais aussi d'une forme de maturation globale de leurs idéologies ; différentes oppositions structurent l'organisation ou la désorganisation de ces socialistes de gauche dissidents. On pourra se référer pour plus de clarté au schéma sur les organisations page 12 bis ainsi que celui détaillant les trajectoires militantes présent en annexe 2.

La fidélité à la laïcité et même à l'anticléricisme (la SFIO n'est-elle pas née l'année de la séparation de l'Eglise et de l'Etat ?) est aussi à l'origine des ruptures avec le parti dont la majorité des socialistes de gauche est issue. L'adoption des lois Marie-Barangé en 1951 qui prévoit le financement des écoles privées par l'Etat est inacceptable pour tous ceux qui, à la Libre Pensée, à l'Union Rationaliste, à la Ligue de l'Enseignement ou dans de multiples chapelles anticléricales, vont sonner le tocsin de la révolte. La tension est également chez les chrétiens de gauche qui se séparent des contraintes de leur hiérarchie épiscopale, contraintes qu'ils jugent obsolètes.

On ne saurait céder ici à quelque primat de l'origine pour percer au jour les raisons de la sédimentation de nombreux groupes dans une formation plus large mais les « paradoxes de la différenciation » et de l'hybridation nous permettent d'expliquer qu'occupant le même champ

---

<sup>23</sup> Réintégré à la SFIO après-guerre, il contribua à la prise de pouvoir de Guy Mollet dans le parti et, malgré des critiques nourries, y resta jusqu'à sa mort en 1958 ; voir KERGOAT, Jacques, Marcel Pivert, Editions de l'Atelier, 1994.

<sup>24</sup> Etudiée par Jean-Paul Joubert, Eric Nadaud et Thierry Hohl.

<sup>25</sup> Jean Zyromski (1890-1975) adhère au PCF en 1945 et sera proche des idées du PSU jusqu'à sa mort.

potentiel de la surface politique, les petites formations de gauche ne soutiennent pas les mêmes positions. Toutes n'ont pas la même démarche car certaines existent pour contrer ou contenir un adversaire plus important (tel l'ASR face au PCF)<sup>26</sup> ou simplement développer des nouvelles pratiques du politique (telle la Troisième Voie pour l'UP et les comités partisans pour le CAGI puis la Nouvelle Gauche.) rejetées antérieurement hors du système partisan, d'autres encore pour servir de force d'appoint à un allié plus puissant (attitude du premier PSU envers le PCF). Ces mouvances sont en rupture avec la pratique socialiste du pouvoir, le stalinisme, la démocratie chrétienne et la tentation gaulliste mais ne développent pas encore un projet commun pour donner une cohérence à ces groupes éclatés.

### 1.1.1. Des micros-formations développant une méfiance réciproque

L'existence de ces micro-formations est significative de configurations partisans remises en cause après la 2<sup>e</sup>me guerre. Trois d'entre elles intéressent notre propos car d'une part, des personnalités devenues cadres du futur PSU y ont transité, d'autre part, les premières scissions de la SFIO (1947, 1948), voire du Parti radical (1947) traduisent des remises en cause qui vont aller en s'amplifiant. Nous voulons parler de l'Action Socialiste Révolutionnaire (ASR) de Yves Déchezelles<sup>27</sup> en 1947, l'Union Radicale Républicaine (URR) de Pierre Cot<sup>28</sup> à la même date (devenue Union Progressiste (UP) en 1950) et du Parti Socialiste Unitaire (dit 1<sup>er</sup> PSU) en 1948.

#### *L'Action socialiste révolutionnaire*

En novembre 1947, Y. Déchezelles renonce au « confortable poste de secrétaire adjoint de la SFIO », après que le congrès extraordinaire de la SFIO prévu à cette date par Guy Mollet, ait été reporté sine die. « Y. Déchezelles donne sa démission et prend courageusement le chemin difficile de la reconstruction révolutionnaire », explique, exalté, un militant de l'ASR, fondée en décembre par l'ancien responsable SFIO, reprenant un sigle usité chez des militants trotskystes en 1936. On le voit, le dirigeant politique est héroïsé à la mesure de la difficulté de la tâche, célébré du moment qu'il se place dans une situation délicate. Le militant anonyme

---

<sup>26</sup> Mais le PCF va instrumentaliser également l'Union Progressiste de Pierre Cot et d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie, pour mordre sur un milieu de centre-gauche.

<sup>27</sup> Yves Déchezelles (1912-2007)

<sup>28</sup> Pierre Cot (20/11/1895-1977), originaire d'une famille catholique de droite, il est issu du Parti Radical, mais partisan de la défense de l'Union Soviétique. On oublie trop souvent qu'à cette époque le Parti Radical pouvait être plus proche du PCF que la SFIO (car sociologiquement peut-être plus éloigné). Voir à cet effet l'admiration d'Edouard Herriot pour l'URSS. Sur ce sujet, relativement mal connu, VAUDIAUX, Jacques : Les progressistes en France sous la IV<sup>e</sup> République, les hommes, les organisations, les électeurs, Cujas, Paris, 1968. Plus ancien, le travail du fils du député progressiste, issu du parti radical, Pierre Dreyfus-Schmidt, Michel Dreyfus-Schmidt : L'Union Progressiste, mémoire IEP, Paris, 1953.

prend soin de rappeler que lors de la guerre civile espagnole, Y. Déchezelles adhère au PCF parce qu'il est écoeuré de l'attitude du gouvernement Blum vis-à-vis des républicains. Après la Seconde Guerre Mondiale, « en 1944, il renonce à de hautes fonctions pour être un militant. Devenu SFIO, il refuse l'appât d'un ministère plutôt que de suivre P. Ramadier »<sup>29</sup> dans l'expérience de la Troisième Force avec le MRP et les radicaux.

Dans l'ASR, il est rejoint par quelques dirigeants des Jeunesses socialistes exclus en novembre 1947 de la SFIO. Au mois d'avril précédent, le parti communiste internationaliste (section française de la IV<sup>e</sup> Internationale, trotskyste) et son secrétaire général Yvan Craipeau<sup>30</sup> considéraient comme prioritaire la fusion avec les trotskystes situés hors du PCI et en particulier ceux de la SFIO regroupés dans les Jeunesses qui comptaient plus de 6000 adhérents. Au congrès de Montrouge en avril 1947, les Jeunesses socialistes avaient réclamé l'arrêt de la Guerre d'Indochine et dénoncé le tripartisme de la SFIO<sup>31</sup>. Le militant ASR anonyme écrit : « les valeureux membres du Bureau National des Jeunesses Socialistes renoncent par idéal à leur poste de permanent » ; ces dirigeants sont en réalité exclus.

#### *L'URR-Union Progressiste*

A la même date, autour du savoyard P. Cot, une aile gauche du Parti Radical critique la participation du parti à la politique gouvernementale et soutient l'unité d'action avec le PCF. Exclu, P. Cot et l'aile gauche du parti radical fondent l'Union Radicale Républicaine (URR), peu étoffée, et tente de transformer les bases doctrinaires du radicalisme en une politique de soutien à l'Union Soviétique. Cette mouvance se transformera en Union Progressiste (UP) fin 1950.

#### *Le Parti Socialiste Unitaire*

Ayant repris en 1945 dans leur journal le titre du courant zyromskien d'avant-guerre, les socialistes de *La Bataille Socialiste* autour de Elie Bloncourt<sup>32</sup> et Maurice Pressouyre<sup>33</sup> considèrent le départ de l'ASR de la SFIO comme prématuré. Pourtant, quelques mois plus tard, au printemps 1948, la « BS », constatant l'écart avec la pratique politique de G. Mollet

---

<sup>29</sup> AD de l'Isère, fonds Alexandre Boissieu, ad51j. L'avocat Y. Déchezelles sera membre de la NG, de l'UGS puis du Parti Socialiste Unifié.

<sup>30</sup> Yvan Craipeau (1911-2001) sera à la NG, à l'UGS puis au PSU jusqu'en 1976. CRAIPEAU, Yvan, Mémoires d'un dinosaure trotskyste, Syllepse, 1999.

<sup>31</sup> CAYROL, Roland, « Histoire et sociologie d'un parti », in ROCARD, Michel, Le PSU et l'avenir socialiste de la France, 1969, p.10.

<sup>32</sup> Elie Bloncourt (1896-1978) député martiniquais de l'Aisne en 1936, cf la note parue en 1996 de Dominique Chathuant, professeur d'histoire-géographie à Reims, disponible sur son site internet.

<sup>33</sup> Maurice Pressouyre (1912-1986) qu'on retrouvera au PSU.

qu'ils avaient contribué à hisser au secrétariat général en 1946 face à Daniel Mayer<sup>34</sup>, fonde le Mouvement Socialiste unitaire et démocratique (MSUD)<sup>35</sup>. Ce mouvement se transforme, avec l'appoint des réseaux du journal *Franc-Tireur*<sup>36</sup>, en Parti Socialiste Unitaire (dit 1<sup>er</sup> PSU) les 26 et 27 septembre 1948. Soutenu par les « Amicales pour le Parti Ouvrier Français », créées au moment des velléités de fusion SFIO-PCF en 1945, surtout appuyé par des relais de médecins, d'avocats, de journalistes, le PSU unitaire revendique 65 fédérations départementales en 1949<sup>37</sup>.

Le département de l'Isère est particulièrement représentatif de telles scissions et de la sinuosité des parcours. Parmi les socialistes dissidents, l'exemple du parcours d'Alexandre Boissieu<sup>38</sup> est intéressant.

Responsable des jeunesses socialistes de St Marcellin en 1936, membre influent du bureau de section grenobloise et du bureau fédéral de la SFIO en 1945, il rompt avec le parti et rejoint Y. Déchezelles à l'ASR en 1947, emmenant avec lui les sections de Grenoble, Décines<sup>39</sup>, St Marcellin et celle de La Mure<sup>40</sup>. Son départ peut s'expliquer par son laïcisme intransigeant, mais aussi par un purisme doctrinal. Jules Moch, oubliant ses combats à côté de L.Blum depuis 1936, lui semble être, en tant que ministre de l'Intérieur SFIO, « un renégat de la classe ouvrière ». Il juge même nécessaire « la constitution d'un cartel de toutes les organisations pour lutter contre sa politique attaquant les libertés républicaines »<sup>41</sup>.

---

<sup>34</sup> Daniel Mayer (1909-1996).

<sup>35</sup> Voir son « Manifeste aux travailleurs de France », in CHAMBARLHAC, Vincent (dir.), *Les Centres socialistes*, 2006, pp.199-201 : « Le but final que poursuit le socialisme ne diffère en rien de celui que poursuit le communisme. C'est pour réaliser ce but final, l'émancipation totale du prolétariat, que nous nous affirmons unitaires ».

<sup>36</sup> Dirigé par Andrée Marty-Capgras et Jean Guignebert.

<sup>37</sup> BIARD, Roland, *Dictionnaire de l'extrême-gauche de 1945 à nos jours*, Belfond, 1978, p.310. Les journalistes Claude Estier, Gilles Martinet, l'avocat Pierre Stibbe, seront membre du Parti Socialiste Unifié.

<sup>38</sup> Alexandre Boissieu (1912-1978).

<sup>39</sup> A l'époque encore en Isère.

<sup>40</sup> Parmi les raisons qui poussent les militants socialistes à rejoindre l'ASR puis le PSU, le refus du colonialisme et des manœuvres politiques est au premier rang. Exemples : Un certain Ralaimanamisata, de Corenc affilié depuis 1929 au parti SFIO de Tananarive se retrouve depuis près d'un an en 1948 à Corenc, où il vit avec sa famille et a cessé toute activité militante depuis qu'il a quitté la 18<sup>e</sup> section de Paris. Il adhère à l'Action Socialiste Révolutionnaire de Déchezelles et Boissieu en raison de la question coloniale « qu'(il) ne puit plus supporter mais encore en ce qui concerne la question intérieure et extérieure de la France ». « Je suis heureux de m'adhérer parmi vous », dit-il. Un « camarade de St-Marcellin », le 16/09/1948, indique que « si l'ASR et la Bataille Socialiste avaient pu fusionner, la tâche serait plus facile pour regrouper les militants déçus par ces luttes intestines ». La préoccupation électorale n'est pas absente à l'ASR : Henri Eyraud, instituteur à Brangues, se porte candidat au Conseil de la République en octobre 1948. Se réclamant de la Résistance, il était ancien commandant des FFI, il n'en est pas moins critique envers son organisation politique actuelle : « nous avons pu constater que au sein de l'ASR reprenaient ces luttes de tendances mortelles au sein de toute organisation, que l'on ne semblait pas vouloir d'une union avec la Bataille Socialiste alors que l'on n'avait pas peur au sein du RDR de s'allier aux traîtres socialistes. » Avant d'affirmer qu'à force de manœuvres, il n'y avait plus un cotisant SFIO dans le canton de Morestel dont il est issu.

<sup>41</sup> Article d'A.Boissieu dans *le Travailleur Alpin* du 4 et 5 Décembre 1948.



A cette critique s'ajoute son opposition à Alix Berthet<sup>42</sup>, instituteur à l'origine comme lui mais dirigeant du *Dauphiné Libéré* (DL) et leader SFIO qui avait refusé de faire de son journal un organe de parti à la manière du journal *Les Allobroges* pour les communistes<sup>43</sup>.

Nombreux sont ceux qui, à l'intérieur de la SFIO restaient persuadés que « le différend Boissieu-Berthet était plus personnel que doctrinal »<sup>44</sup> via les attaques de l'idéologie du « DL » par la tribune régulière de A. Boissieu dans le *Droit du Peuple*, journal historique des socialistes de l'Isère depuis 1900.

Le petit groupe réuni autour d'A. Boissieu abandonne ensuite l'ASR en décembre 1948, car cette dernière a le malheur de participer au Rassemblement Démocratique Révolutionnaire (RDR) de Jean-Paul Sartre, David Rousset et Gérard Rosenthal avec des militants restés à la SFIO tels que Jean Rous<sup>45</sup>. Le cartel du RDR était essentiellement intellectuel, anti-totalitaire, et cherchait une voie nouvelle contre le stalinisme et les compromissions gouvernementales. Sans base ouvrière, il périclita un an après sa création, en 1949.

Les amis d'A. Boissieu rejoignent donc officiellement le PSUnitaire en janvier 1949 au moment des négociations pour participer à la liste de l'Union Républicaine et Démocratique pilotée par les communistes, liste qui se présente à Grenoble aux élections municipales de mars 1949. La composition de la liste se déroule dans les locaux de l'hôtel de ville, ce qui suscite la fureur des quelques partisans de Y. Dechezelles restés à l'ASR (leur bulletin intérieur *Le Drapeau Rouge*, repris aux Jeunesses socialistes dissoutes en 1947<sup>46</sup>, atteste de la rude polémique)<sup>47</sup>.

---

<sup>42</sup> Alix Berthet (15/08/1905 à Villard-Reculas-11/12/1973 à St Lattier). Membre de la *Bataille Socialiste*, il était secrétaire départemental du SNI et membre de l'UD-CGT en 1936. Adhérent de la SFIO jusqu'en 1959, du PSA de 1959 à 1960, il sera membre du Parti Socialiste Unifié de 1960 à 1965 au moins. Voir l'hommage émouvant d'Albert Royer, 97 ans, militant SFIO depuis 1931 qui dit avoir été fasciné par le personnage. (Dauphiné Libéré, entretien avec le journaliste François Cazeneuve en 2005.)

<sup>43</sup> MONTERGNOLE, Bernard, *La Presse grenobloise à la Libération*, PUG, 1971.

<sup>44</sup> Selon l'expression de militants SFIO de Bourgoin-Jallieu.

<sup>45</sup> Jean ROUS (1908-1985). ex-trotskyiste et ex-RDR.

<sup>46</sup> AYME, Jean-Jacques, *Jeunesses Socialistes à Grenoble en 1944-1948*, mémoire maîtrise d'histoire, Grenoble-2, 1981. S'il en subsiste un exemplaire, il serait le bienvenu étant donné qu'il ne semble être ni aux archives ni conservé à l'Université.

<sup>47</sup> Un correspondant de Boissieu, qui n'a pu être identifié, reproche à ce dernier d'être favorable à l'absorption sans conditions dans le PSUnitaire alors que lui est « pour la fusion ». Il l'accuse d'agir déjà en membre du PSU : « Ce sont quelques petits faits dont tu es l'auteur ou que tu tolères qui me rappellent fâcheusement l'atmosphère manœuvrière et cancanière de la SFIO ». Le reproche de cumul des mandats est également porté : comment peut-il militer en étant à la fois secrétaire fédéral de l'Isère et secrétaire de la section Jean-Jaurès de Grenoble ? Plus grave et plus tard, l'accusation se dotera d'un autre argument : comment Boissieu a-t-il pu porter en de bonnes places pour les municipales grenobloises une fonctionnaire, Anne Blanchard, alors que le camarade Martin ouvrier de son état était relégué en de basses positions ? Déjà Alexandre Boissieu n'avait-il pas montré « peu d'insistance à refuser la démission de Chappuis », le précédent secrétaire de section de Jean Jaurès et qui avait le malheur de ne pouvoir cumuler des responsabilités politiques et son travail d'ouvrier « qui (l') oblige à se lever tôt le matin » ? Boissieu se voit porter l'estocade en étant considéré comme un conspirateur contre Déchezelles, ledit camarade étant un révolutionnaire clairvoyant et parfaitement

Les ASR historiques vont reprocher à d'autres scissionnistes de choisir la facilité en se camouflant derrière le grand parapet communiste, et ce n'est d'ailleurs pas entièrement faux : Raymond Perinetti, l'ancien maire communiste de Grenoble à la Libération ne vient-il pas en aide aux camarades de A. Boissieu pour que ceux-ci organisent une réunion publique à la Motte d'Aveillans ? Un député communiste de Corrèze ne favorise-t-il pas, par ses contacts, par l'entremise du journal communiste Franc-Tireur et par ses liens avec les dirigeants 1<sup>er</sup> PSU, Andrée Marty-Capgras<sup>48</sup> et Marcel Fourier, l'implantation du jeune parti dans ce département qui vote pourtant PCF plus que la moyenne. Seulement le PCF a eu un temps la même stratégie à l'égard de l'ASR : le Secours Populaire Français, relais des communistes dans le monde de l'entraide, invite systématiquement, durant l'année 1948, l'ASR à ses conférences et demande l'adhésion publique et collective du groupe au SPF<sup>49</sup>.

A. Boissieu et ses amis (Anne Blanchard, Valère Bertrand) furent présents sur la liste communiste et les deux premiers furent élus conseillers municipaux de Grenoble de 1949 à 1953<sup>50</sup>. Mais, à Grenoble et ailleurs, l'activité militante au 1<sup>er</sup> PSU n'eut de réelle existence que durant une brève année.

Ce premier PSU a connu bien des déboires de son vivant et même post-mortem. Alors même qu'il se constitue avec un vivier de plusieurs milliers d'adhérents (il y eut plus de 5000 cartes édités sur la région parisienne), le parti est soumis aux dissensions internes. Très vite, Gilles Martinet<sup>51</sup> qui a la malheureuse idée de dialoguer avec les chrétiens progressistes et suspect d'être un déviationniste aigüe à la solde du titisme ne respectant pas la ligne du PCF<sup>52</sup> quitte l'organisation et rejoint les amis de Claude Bourdet<sup>53</sup> au journal *L'Observateur* qui naît alors.

---

désintéressé. Il y a donc, à la lecture de l'accusation contre A.Boissieu, des raisons de distinguer les bonnes renonciations des mauvais renoncements : bonnes renonciations quand des militants renoncent à la gloire, l'argent ou la place ; mauvais renoncements quand ils trahissent leur idéal, sont infidèles à la parole donnée et nagent dans l'électoratisme.

<sup>48</sup> Future signataire du Manifeste des 121 en 1961.

<sup>49</sup> L'ASR reçoit des Invitations au vin d'honneur du Travailleur Alpin, au Congrès de l'Union des Femmes Françaises, au 14 Juillet des Combattants de la Liberté ; elle participe à la protestation contre les lois dites « super-scélérates » par l'entremise de Gaston Charreton le secrétaire général voirennais de l'UD-CGT de l'Isère ; elle dénonce également les crimes de Franco et la répression de l'UGT espagnole. Autant d'indices d'une proximité très forte et symbole de l'unité d'action avec le défilé commun pour le 1<sup>er</sup> Mai.

<sup>50</sup> Polémiquant avec le maire Léon Martin (1873-1967), un des rares députés SFIO de l'époque ayant refusé les pleins pouvoirs à P.Pétain en 1940.

<sup>51</sup> Gilles Martinet (1916-2006). Membre des Jeunesses Communistes de la Seine en 1936, du PCF jusqu'en 1938, il appartient brièvement après-guerre à la SFIO. Après avoir été exclu du PSunitaire, il rejoint *L'Observateur* dont il sera une figure éminente jusqu'en 1964. Membre de l'UP de 1950 à 1954, il rejoint la NG, l'UGS puis le PSU.

<sup>52</sup> Pierre Stibbe (1911-1967) (ex SFIO et 1<sup>er</sup> PSU), et des trotskystes tels que Pierre Naville (1903-1993) en sont également des figures.

<sup>53</sup> Claude Bourdet (1909-1996). Fils de l'auteur dramatique Edouard Bourdet, résistant à Combat, il est au comité directeur du CAGI, de la NG, de l'UGS puis du PSU jusqu'à la fin du parti.

Avec d'autres, il rallie l'UP de P. Cot en 1950. Le 1<sup>er</sup> PSU est alors très affaibli, une nouvelle scission va le rendre exsangue<sup>54</sup>.

Des débats qui auraient été réglés rapidement au PCF éclatent en plein jour au PSUnitaire ; très vite en 1951, une nouvelle scission se prépare avec E. Bloncourt, le trésorier Marcel Kaim et sept autres membres de la direction parmi les plus révérents envers le PCF. Les fédérations sont alors désorientées, ne sachant à qui se fier. M. Pressouyre reprend les affaires en main, mais doit faire face au changement de stratégie du PCF qui peu à peu abandonne la perspective de contrôler à court terme la politique française et lâche donc ses satellites plus ou moins lointains. Le PSU doit changer de nom en 1955 et se transformer en un parti socialiste de gauche (PSG) qui reste à l'écart des rapprochements en cours (NG, JR, MLP, que nous verrons plus loin<sup>55</sup>). Son dirigeant M. Pressouyre le quitte pour rejoindre la SFIO, pensant la changer de l'intérieur et aider les opposants internes<sup>56</sup>. On verra qu'il rejoint le PSA en 1958 puis le Parti Socialiste Unifié avant de rallier le PCF de 1964 à 1970 et le PS de 1970 à sa mort en 1986. Le PSG devient une coquille vide et seule la fédération de l'Isère maintient un semblant d'existence de 1957 à 1961, date de la dissolution effective du parti par A. Boissieu qui lui était resté fidèle<sup>57</sup>.

On ne retrouve ce dernier ni à l'UGS ni au PSU auquel il refuse catégoriquement d'adhérer en 1961<sup>58</sup>. La Libre Pensée, dont il est le secrétaire départemental des années 60 aux années 70 se méfie terriblement des catholiques de gauche accusés d'être les descendants des « papistes » du MRP. Par conséquent, il n'adhérera jamais plus à aucun parti<sup>59</sup>.

Pourquoi avoir pris autant de temps à décrire ces linéaments de parcours minoritaires ? Nous espérons montrer que ces socialistes de gauche (ex ASR, ex MSUD, ex 1<sup>er</sup> PSU, ex PSG) se retrouvèrent finalement assez peu nombreux dans le second PSU, contrairement à ce qu'on

---

<sup>54</sup> Ce parti a connu des déboires historiographiques post-mortem, puisque Philippe Tétart écrit qu'il se dissout à cette date, alors qu'il se recycle, de manière discrète il est vrai, en 1955 dans le PSG. TETART, Philippe, « Nouvelles gauches », in SIRINELLI, Jean-François (1998). Dans une notice du Maitron, Gilles Candar écrit que M. Pressouyre remplace E. Bloncourt au secrétariat général car ce dernier serait mort (sic) (alors qu'il décède 28 ans plus tard) : en réalité E. Bloncourt est exclu. Cf notice biographique de Maurice Pressouyre rédigé par G. Candar in DBMOF sur les militants 1914-1940 (version papier).

<sup>55</sup> Cf 1.1.2. Les évolutions des organisations ainsi que les détails doivent beaucoup à Marc HEURGON, op cit ; Jean-François KESLER, op cit, Jean-Marie DONEGANI, thèse, 1972. Pour une vue synthétique, voir le schéma en annexe 2.

<sup>56</sup> Sur ce sujet, voir MORIN, Gilles, 1990.

<sup>57</sup> Qui a conservé des archives de tous les petits partis où il avait pu militer. Christiane Del Nido, archiviste-paléographe, en a fait la recension pour les AD de l'Isère en 1978.

<sup>58</sup> Contrairement à ce qu'affirme la notice des Archives Nationales présentant les lieux d'archive du PSU.

<sup>59</sup> Cf dans le DBMOF/ Maitron, la notice biographique que lui a consacré Pierre Broué (1926-2005) en 1982.

aurait pu attendre, mais qu'ils y jouèrent un rôle important tel G.Martinet, et les deux avocats Pierre Stibbe<sup>60</sup> et Y.Dechezelles. Leurs groupuscules n'ont donc pas pu amorcer de regroupement car, enfermés dans le jeu politique polarisé entre SFIO (très anticommuniste) et PCF (très stalinien), elles ont été soit satellisées (exemple du PSUnitaire par le PCF) soit incapables de donner un contenu cohérent à leur regroupement (tels l'ASR et le RDR).

Les causes des dissidences de la fin des années 50 doivent se chercher plus profondément dans la crise des organisations fédératrices de gauche de cette décennie.

### **1.1.2. Une opposition au sein des grandes formations de gauche organisée en comités**

Les trois partis situés à gauche de la Chambre que sont le Parti Radical, le Parti SFIO, et le Parti Communiste, malgré la décomposition progressive du premier, l'autoritarisme de Guy Mollet du second et le centralisme démocratique du dernier, étaient les seuls partis qui envisageaient la prise du pouvoir. Mais bien que chacun était méfiant envers l'autre, aucun ne pouvait durablement gouverner sans devoir accepter de se rassembler en coalition.

#### *L'échec d'un nouveau Parti radical autour de P.Mendès France.*

Les tentatives de rénovation du radicalisme sont une constante de ce parti. Tentatives inégales d'ailleurs : plutôt réussies comme les Jeunes Turcs de Jean Zay dans les années 30 ou plutôt inachevées comme le départ de P. Cot pour l'URR/UP en 1947. Un homme, Pierre Mendès-France<sup>61</sup>, incarne pour la génération nouvellement venue au parti, l'espoir d'un changement de pratiques héritées de la Troisième République si glorieuse eût-elle été pour les anciens. Le secrétaire des Jeunesses Radicales est d'ailleurs Charles Hernu<sup>62</sup> qui devient le champion du mendèsisme en fondant en 1951 le Club des Jacobins<sup>63</sup>, à l'activité soutenue de 1951 à 1953 et qui, à travers son journal *Le Jacobin*, bouscule les notables du parti. Pour des opinions

---

<sup>60</sup> Pierre Stibbe (1911-1967). Parmi les militants passés du 1<sup>er</sup> au second PSU, citons parmi d'autres, Laure Aumasson, récemment disparue, à Paris (cf AUMASSON, Laure/MENDES-France, Pierre : Lettres à une militante, HB Editions, 2004, 210 p. et AD de l'Isère), Charles Fabre dans le Var (cf AD Isère et 581ap), Marcel Parant, ou bien Marcel-Francis Kahn.

<sup>61</sup> Pierre Mendès-France (1907-1982). Voir LACOUTURE, Jean, 1981 ; RIZZO, Jean-Luc, 1994.

<sup>62</sup> Charles Hernu (1923-1990). Voir GUISEL, Jean : Charles Hernu, 1993. Né en 1923, mort en 1990, le futur député-maire de Villeurbanne fut le représentant de Mendès au PSU. Fondateur du Club des Jacobins en 1951 en référence aux révolutionnaires de la RF. Son passé durant la seconde guerre mondiale fut un handicap.

<sup>63</sup> RECLUS, Philippe, Le club des Jacobins, 1987. Le club réunit moins de 2000 membres.

extérieures au parti, plus encore que pour les radicaux eux-mêmes, l'expérience du gouvernement de 1954 de P. Mendès-France montre qu'il peut être possible de mener conjointement deux fronts ou deux combats : c'est-à-dire réussir une décolonisation en Indochine et mener une politique économique dite volontariste<sup>64</sup>.

De nombreux collaborateurs de son cabinet comme Simon Nora (non membre du PSU unifié par la suite), Stéphane Hessel<sup>65</sup> (PSU ensuite) furent formés à ce niveau-là, et soutinrent politiquement leur ministre les années suivantes. Conseillé depuis l'après-guerre par un ancien collaborateur de Léon Blum, le socialiste Georges Boris<sup>66</sup>, P. Mendès-France fut remplacé à la tête de l'exécutif en 1955 par l'un des piliers du Parti radical, Edgar Faure. Désireux de redonner vie à un parti qui ne consistait qu'à gagner des élections, ou du moins à assurer un groupe parlementaire, les mendésistes entendent alors, puisqu'ils sont interdits de gouvernement, peser de toutes leurs forces sur le Parti Radical pour y conquérir la majorité. Fondés par Pierre Mendès-France en 1956, *Les Cahiers de la République* doivent servir de revue intellectuelle à ce renouveau du radicalisme. Peine perdue, la reprise en main par une majorité conservatrice autour de Léon Martinaud-Deplat en 1957 leur fit perdre rapidement leurs espoirs.

Les mendésistes ressentent alors de plus en plus péniblement le manque de démocratie du Parti radical<sup>67</sup> : selon C. Hernu, « le congrès radical de Lyon<sup>68</sup> doit se dérouler avec sérieux. Trop souvent la démagogie, les truquages, les motions votées et non appliquées, les bureaux du parti inversement proportionnels à la tendance profonde du Congrès, les intrigues n'ont pas donné aux militants une fière idée de la démocratie »<sup>69</sup>. Ne voyant plus d'avenir dans une organisation, ils fondent leurs espérances dans des comités d'action démocratique (CAD), double appartenance qu'il leur est impossible de maintenir avec celle du parti radical. Exclue en janvier 1959, ils se tournent vers les ex-minoritaires SFIO qui viennent de rompre avec leur organisation, pour intégrer le PSA puis participer à la création du nouveau PSU.

#### *Crises à répétition dans la « vieille maison » SFIO*

Les maintes tendances qui se disputaient le leadership et l'orientation politique au sein de la SFIO se radicalisent au point de rendre la scission inévitable en 1958, après de nombreuses

---

<sup>64</sup> BERSTEIN, Serge : Histoire du parti radical, 2002.

<sup>65</sup> Stéphane Hessel (1917-2013). Voir HESSEL, 1997.

<sup>66</sup> Georges Boris (1889-1960).

<sup>67</sup> LANCELOT, Alain : « La minorité radicale », in le numéro 2 de la revue *La Cigüe*, avril 1958.

<sup>68</sup> D'octobre 1958.

<sup>69</sup> HERNU, Charles : « Il n'y a pas que la constitution », *France-Observateur*, n°435, 4/09/1958, p.4. Cité par MENARD, Olivier, op.cit., p.56.

hésitations. Comme le disait le vétéran guesdiste Alexandre Desrousseaux-Bracke<sup>70</sup>, « on ne quitte pas son parti », sans motif grave et sans déchirements. Pour des militants SFIO de Bourgoin-Jallieu qui, en 1948, jugent sévèrement les départs vers l'ASR ou le premier PSU « créer un nouveau parti, rentrer dans l'opposition », c'était « réduire nos forces, favoriser le communisme et la droite ».

Cela n'empêche pas les divergences d'orientation : dès 1949, une amorce d'opposition apparaît sur le problème de la participation gouvernementale à des ministères de centre-droit, c'est-à-dire la tactique de la Troisième Force. Edouard Depreux<sup>71</sup>, André Philip<sup>72</sup> et Gérard Jaquet<sup>73</sup> à travers leur théorie de l'autonomie socialiste, dénoncent le malaise et la confusion créée chez les français et dans le parti, et préfèrent défendre la classe ouvrière hors du gouvernement.

Le débat sur la communauté européenne de défense (CED) en 1954, CED fortement soutenue par G. Mollet, est également l'occasion de divisions chez les socialistes, y compris chez les minoritaires : par exemple alors que le futur PSU, le planiste A. Philip lui est favorable, une majorité des futurs dissidents s'y oppose. Tel le blumiste D. Mayer, ils craignent un réarmement trop rapide de l'Allemagne. Cette division n'est cependant pas encore fondamentale pour provoquer alors une scission.

Sur la question coloniale, les tensions sont également très vives. Les minoritaires se comptent sur le problème algérien<sup>74</sup> : au congrès SFIO de Lille (28/6 au 1/07/1956), un texte présenté par A. Philip réclame la négociation avec le FLN, des élections libres en Algérie, la garantie des minorités et la coopération entre les deux parties. Un Comité Socialiste d'étude et d'action pour la paix en Algérie est même créé par E. Depreux en janvier 1957. En plus de D. Mayer et A. Philip, Raymond Badiou<sup>75</sup>, Robert Blum, Guy Desson, Maurice Klein, Antoine Mazier, Oreste Rosenfeld, J. Rous, Alain Savary, André Seurat et Robert Verdier en font

---

<sup>70</sup> Alexandre Desrousseaux-Bracke (1861-1955).

<sup>71</sup> Edouard Depreux (1898-1981), ancien ministre de l'Intérieur puis de l'Education Nationale, ancien président du groupe parlementaire SFIO

<sup>72</sup> André Philip (1901-1970).

<sup>73</sup> Gérard Jaquet (1916-2013), un des plus anciens adhérents du PS en 2006 avec le grenoblois Albert Royer (1908-2006), ne suivra pas les minoritaires au PSU.

<sup>74</sup> BERGOUNIOUX, Alain ; GRUNBERG, Gérard, L'ambition et le remords, Fayard, 2005.

<sup>75</sup> Raymond Badiou (1905-1996), député-maire de Toulouse ; Robert Blum (1902-1975), fils de Léon, directeur des établissements Hispano Suiza, quitte le PSU en 1964, mécontent que l'héritage de son père soit contesté au sein du parti ; Guy Desson (1909-1980), député ; Maurice Klein (1916-) ; Antoine Mazier (1908-1964) ; Oreste Rosenfeld, (1891-1964), descendant des barons baltes, fils d'un préfet régional tsariste, avait rallié le parti menchevik de gauche russe en 1905 à l'âge de 15 ans. Ayant rejoint la France et la SFIO, il était rédacteur en chef du *Populaire* et proche de Léon Blum. Alain Savary (1918-1988) ancien ministre qui venait de démissionner du gouvernement Mollet en 1956 devant l'infraction au droit international que constitue le détournement de l'avion transportant Ben Bella le 22/10/1956 ; André Seurat ; Robert Verdier (1910-2009), ancien secrétaire de la SFIO clandestine dans la Résistance, pdt du groupe parlementaire, ancien directeur du *Populaire*.

aussi partie. Le bureau de ce comité était composé outre R. Blum et d'A. Seurat, de André Hauriou, d'Ernest Labrousse (tous deux futurs PSA/PSU), et d'un autre député des Ardennes, Camille Titeux<sup>76</sup> qui ne les suivra pas à la scission de 1958. Au congrès SFIO de Toulouse (26-30/06/1957), le texte présenté par R. Verdier demande l'établissement des libertés démocratiques, la libération des détenus politiques, la discussion avec les organisations musulmanes des modalités d'un cessez-le feu et d'une consultation électorale.

La même année 1957, la révolte gronde chez les étudiants du parti. Jacques Delpy, futur-PSU qui a vécu cette épisode, le rappelle: « Au congrès de Montluçon, il y a eu une première rupture entre les étudiants socialistes (qui engendrera) la création des ESU<sup>77</sup>, parmi lesquels un des moteurs principaux était un enseignant qui s'appelle Emmanuel Terray, et d'autres qui par la suite n'ont pas eu de carrière politique. Il faut se rappeler qu'il y a eu une rupture qui s'est faite « à la schlague » à Montluçon de manière très dure. »<sup>78</sup>. E. Depreux se rappelle des sollicitations des plus jeunes militants: « une lettre que m'ont adressé le 15/07/1957 3 élèves de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm : J.C. Fizaine, J.J. Marie (bientôt gagné au lambertisme) et E. Terray traduit bien leur état d'esprit : « Nous appartenons à la dix-huitième section depuis dix-huit mois... Vous imaginez bien quelle a pu être notre déception, nous qui étions venus au parti afin de lutter pour la paix et la démocratie ». Ces jeunes militants font part de leur désarroi : « notre appartenance est maintenant en question. Vous êtes la dernière chance qui nous retenez sur la pente du désespoir et de l'abandon » »<sup>79</sup>.

En janvier 1958, ces mêmes minoritaires répondent en partie à leurs espérances en fondant leur propre journal, *Tribune du Socialisme*, dont le PSU reprendra le titre comme celui de son journal officiel. Le processus qui va permettre la naissance cette même année du Parti Socialiste Autonome (PSA) est amorcé.

### *Exclusions au PCF*

Au sein du PCF, les tensions et les crises couvent. Le rapport Khrouchtchev a beau avoir été passé sous silence par la direction thorézienne, l'invasion de la Hongrie fait réagir et éloigner les intellectuels du parti<sup>80</sup>. Les innombrables purges qui scandent le parti durant les années 50 provoquent doutes et interrogations chez les militants. Qu'on en juge : des figures éminentes

---

<sup>76</sup> André Hauriou (1897-1969) constitutionnaliste, fils de Maurice Hauriou ; Camille-Ernest Labrousse (1895-1988) ; C.Titeux.

<sup>77</sup> Etudiants Socialistes Unifiés. Cf notre chapitre 2.1.2.

<sup>78</sup> Propos de Jacques Delpy, in MORDER, Robi (dir.), Naissance du syndicalisme étudiant, Syllepse, 2006.

<sup>79</sup> Cité par DEPREUX, Edouard, Souvenirs, d'un militant, 1972, p.468.

<sup>80</sup> Sur la façon dont Jean Kanapa et la revue *La Nouvelle critique* régentent et formatent la pensée communiste, voir BOUJUT, Michel, Jean Kanapa, le stalinien qu'il faut être, et MATONTI, Frédérique, Intellectuels communistes, 2005.

souvent issues de la Résistance comme Georges Guingouin<sup>81</sup>, André Marty, Charles Tillon, Auguste Lecoœur et Pierre Hervé de *La Nation socialiste* sont « excommuniés du Temple ». Un petit groupe, autour de Jean Poperen<sup>82</sup>, se constitue au sein du PCF et regroupe 200 militants, pour la plupart intellectuels. Signé par 49 cadres de ce regroupement, *Tribune du communisme* naît le 2 juillet 1958 et est en fait le titre de l'organe du « Comité provisoire de liaison pour la réunification du mouvement ouvrier ». Ces militants seront, en tant qu'organisés à l'intérieur du PCF puis s'autonomisant en 1959<sup>83</sup>, les seuls à intégrer le PSU en 1960.

Crises à répétition dans les trois grandes formations, impossibilité de pouvoir et de vouloir accéder aux responsabilités à elles seules : cela favorise des dissidences qui pourtant resteraient limitées si il n'y avait l'apport - problématique pour nombre de militants issus des partis traditionnels car perçu comme clérical et hétéroclite - des catholiques de gauche, eux-mêmes doublement dissidents.

### **1.1.3. La progression d'un catholicisme de gauche, révélateur de la crise des organisations démocrates-chrétiennes**

La conjonction dans la Résistance de mouvements chrétiens et de mouvements socialistes semble d'abord en mesure de changer la donne comme le symbolise la chanson de Louis Aragon, « La rose et le réséda » F. Mitterrand reprendra, en 1974 dans son meeting unitaire pour la présidentielle en présence d'Aragon, ces paroles écrites en hommage au chrétien Gilbert Dru fusillé en 1944 qui devint le référent symbolique du Mouvement Républicain Populaire (MRP).

---

<sup>81</sup> Georges Guingouin (1913-2005), dirigeant FTP, libérateur et ancien maire de Limoges (1945-1953). Le 1<sup>er</sup> PSU tentera en vain de le recruter. PARENT, Marcel : Georges Guingouin, Paris, Le Temps des cerises, 2006 et documents aux AD-Isère.

<sup>82</sup> Autour de Jean Poperen (1925-1998) militant François Furet (1927-1997), *Pseudonyme André Delcroix*, Serge Mallet (1928-1973) (cf. ROMAN, Joël : « Serge Mallet », in JULLIARD, Jacques, WINOCK, Michel, Dictionnaire des Intellectuels, 1996. S. Mallet est membre du PCF de 1944 à 1958 puis du PSU jusqu'à sa mort.), Robert Misrahi (1926-), Jacques Ozouf (1929-2006), Marcel Pénin (1909-1988), Olivier Revault d'Allonnes (1923-2011), François Châtelet (1925-1985), Jeanne Gaillard.

<sup>83</sup> MAUREL, Emmanuel, Jean Poperen, 2005.



### *Le Mouvement Républicain Populaire*

Le MRP de la Libération, en 1944, mêlait en effet des courants de gauche et de droite : la résistance avait réuni des hommes aux opinions diverses dans un projet commun, celui de l'humanisme chrétien. Mais, contrairement à l'Italie ou à l'Allemagne (qui avait une tradition de « Zentrum »), la démocratie chrétienne promise ne put émerger<sup>84</sup>. Le parti « centriste », s'alliant tantôt à droite tantôt à gauche selon les rapports de force et les situations, était historiquement le Parti radical.

Toutefois les dissidences à sa gauche ne s'organisaient pas collectivement : les éloignements étaient individuels (comme ceux du député de Nancy Henri Grouès, dit l'Abbé Pierre, ou ceux des futurs PSU tels l'ancien parlementaire André Denis ou le syndicaliste Robert Lucente). Ce fut surtout du vivier d'associations catholiques qui voulaient s'implanter dans la classe ouvrière, dans un rapport ambivalent avec/contre la hiérarchie catholique, que put émerger les éléments de la rénovation.

### *L'Union des Chrétiens Progressistes*

Tout d'abord, l'Union des Chrétiens Progressistes (UCP), fondé en 1947 par M. Denis, André Mandouze<sup>85</sup> et Marcel Moiroud, séduit des jeunes étudiants passés par Lyon (comme Jean Verlhac<sup>86</sup>) et se situe dans la droite ligne de *Témoignage chrétien*. Fondé en 1941 par le père Chaillet, le journal clandestin joue un rôle actif dans la Résistance puis, accroissant son audience à la Libération, développe avec Georges Montaron une activité intellectuelle substantielle. On peut d'ailleurs mettre en relation cette activité avec le personnalisme d'*Esprit* (revue, fondée en 1932 par Emmanuel Mounier, qui aura pour rédacteur en chef Jean-Marie Domenach puis Paul Thibaud<sup>87</sup>) ou bien avec l'émergence d'un journal national à grand tirage comme *Le Monde*<sup>88</sup>, qui lui est contemporain.

---

<sup>84</sup> Notre sujet n'est pas d'analyser les raisons de la non-constitution d'une démocratie chrétienne française. Rappelons-nous seulement de la phrase de Cazenave de Pradines à Albert de Mun : « que parle-t-on de créer un parti catholique ! Ce parti existe depuis longtemps et il a fait ses preuves : c'est le parti royaliste ! ». Cité par CHAPUIS, Robert : *Les chrétiens et le socialisme*, Seuil, 1976, p.42.

<sup>85</sup> André Mandouze (1916-2006). MANDOUZE, André, *Mémoires*, 1998. Et notice nécrologique du *Monde*, juin 2006.

<sup>86</sup> Jean Verlhac (1923-1995). Après le blâme pontifical contre l'UCP, il s'investit dans le journal *La Quinzaine* dont le fondateur Jacques Chatagner sera militant du PSU et de *La Lettre*. Cf. LAMBERSENS, Simon, 2004.

<sup>87</sup> Que l'on retrouve l'un proche de la JR, l'autre au MLP. Le membre le plus important de la revue membre du PSUnifié par la suite sera Paul Fraisse (1913-1996). Cf. BOUDIC, Goulvenn (2005). Nous étudions JR et MLP pages 25 et 27.

<sup>88</sup> Par le biais de Hubert Beuve-Méry issu de l'Ecole des cadres d'Uriage. COMTE, Bernard (1991) ; BITOUN, Pierre (1987). Le rôle de la presse sera déterminant politiquement quand par exemple le ministre Jacques Soustelle en 1957 décrira les quatre foyers de la subversion contre la guerre d'Algérie comme étant « Le Monde, L'Express, Témoignage Chrétien, et France-Observateur ».

A côté de cet activisme intellectuel chrétien, des mouvements d'évangélisation populaire se développent.

*Du Mouvement Populaire des Familles au Mouvement de Libération du Peuple*

Le rôle des aumôniers de l'Action Catholique Ouvrière (ACO)<sup>89</sup> est bousculé par des mouvements s'attachant aux conditions de vie des plus pauvres comme le Mouvement Populaire des Familles (MPF) depuis 1942.

Issu de la Ligue Ouvrière Chrétienne (LOC, fondée en 1935), le MPF relève de l'Action Catholique<sup>90</sup> et rassemble 140 000 adhérents en 1945<sup>91</sup>. Ce mouvement de masse n'empêche pas qu'un débat nourri permette en 1950 au congrès de Nancy la politisation de ce mouvement qui se transforme, en se sécularisant et en se laïcisant, en Mouvement de Libération du Peuple (MLP). Une minorité continue la tâche apostolique en gardant le nom de MPF. Le MLP subit lui-même une scission<sup>92</sup>, quand des militants refusent l'unité d'action avec le PCF, unité basée sur le mythe de la Résistance et le combat électoral, et s'en vont fonder le Mouvement de Libération Ouvrière (MLO)<sup>93</sup> qui groupe 10000 adhérents dans les années 50. Le MLP, avec guère plus de 13 000 membres alors, voit à l'inverse partir en 1953 de nombreux militants, tel Marius Apostolo, vers le PCF. A plusieurs reprises, le petit mouvement participe à des listes communes avec ce parti et avec d'autres progressistes, comme par exemple à Cherbourg, en 1953, où il fait entrer deux de ses militants (sur 31 conseillers) au conseil municipal. Ces réussites sont rares car le poids des élus est minime sur ses 5 000 adhérents vers 1955 et 4 000 en 1957. Intellectuel ouvriériste, Henri Bartoli<sup>94</sup>, pour sa part, dirigeant national du MLP, correspondant d'un groupe local d'*Esprit*, est candidat avec Georges Lavau<sup>95</sup>, membre de la Jeune République (JR)<sup>96</sup>, aux législatives dans l'Isère en

---

<sup>89</sup> DEBES, Joseph, Naissance de l'Action catholique ouvrière, Editions ouvrières, 1982.

<sup>90</sup> MOREAU, Jacques, Les socialistes français et le mythe révolutionnaire, 2003, pp.188-192. Pour plus de détails, DURIEZ, Bruno, « De l'action catholique au mouvement ouvrier. La déconfectionnalisation du Mouvement Populaire des Familles, 1941-1950 », *Les Cahiers du GRMF*, 2, 1984.

<sup>91</sup> Selon G. CHOLVY et Y-M. HILAIRE, Histoire religieuse de la France contemporaine, Toulouse, 1988, p.134-135.

<sup>92</sup> CHAUVIERE, Michel, « Une communauté brisée. La scission MLP-MLO de 1951 », *Cahiers du GRMF*, n°9, 1995.

<sup>93</sup> Avec Isabelle Verhaeghe, Robert Pottié, Jeanne Clarin, Roger Clément, Pol Echevin, ils entendent poursuivre la tradition d'apolitisme. GAULT, Claude, « Le mouvement de libération ouvrière », *Cahiers de la nouvelle revue politique*, Paris, 1962.

<sup>94</sup> Henri Bartoli (1918-2008). Il est en 1960 au comité pédagogique du Centre d'études socialistes (CES), proche du PSU. Mais il est oublié dans le Maïtron.

<sup>95</sup> Georges Lavau (1918-1990).

<sup>96</sup> Cf. supra.

1956<sup>97</sup>. Un cadre du MLP, Georges Tamburini<sup>98</sup> montre, étude de l'élection de 1957 à l'appui, que la base électorale de son parti « recoupe (la géographie des) quartiers populaires ». « Une des constatations les plus intéressantes révèle que la présence de quelques militants, même non organisés en sections agissantes, mais assurant une diffusion du « *Monde ouvrier* » ou participant à diverses activités locales, comme l'Action Familiale Ouvrière (AFO) ou l'action pour la paix, suffit à relever le pourcentage (...) Un élargissement dans les quartiers résidentiels s'est révélé provenir de certains milieux catholiques qui soit par lettre, soit au cours des réunions électorales ont exprimé leur désaveu de nos positions laïques, mais argumentaient en notre faveur en raison de notre position sur l'Algérie »<sup>99</sup>. Lors des élections législatives partielles dans le Lyonnais suite au décès d'Edouard Herriot, G. Tamburini présenté par le MLP et ses alliés fait ses meilleurs suffrages dans le 7<sup>e</sup> arrondissement de Lyon (3,99% des exprimés), Caluire et Cuire (3,78%) et St Rambert (3,67%). Il fait ses plus faibles scores dans les communes rurales du canton de Neuville sur Saône (2,24%) ou de Limonest (2,30%), ainsi qu'à Vénissieux (2,60%) : villes communistes et surtout communes rurales lui apportent ainsi moins de suffrages que les quartiers ou communes urbaines de classe moyenne.

La volonté du MLP<sup>100</sup>, en 1956, était de fonder une organisation « socialiste, démocratique et révolutionnaire » à partir de la communauté de base. « La démocratie socialiste, c'est la démocratie circulant de la plus petite cellule communautaire jusqu'aux organismes nationaux d'exécution et de décision »<sup>101</sup>. « Le socialisme doit se réaliser sur la base d'une option laïque ». « Le MLP ne pratique pas cette action unitaire avec les communistes de façon inconditionnelle » et les relations avec le PCF se crispent. Le journal du MLP, par la plume de Jean-Marie Domenach (1922-1997)<sup>102</sup>, estimait que « la déstalinisation se heurtait « à un triple obstacle : la bonzification du PC, la démoralisation du peuple, la crise économique ». Même si dans certains endroits comme les Vosges il s'allie avec le MLP, le PCF tente, en réaction à la publication de ce manifeste, de qualifier le petit parti de « socialiste clérical ». Les journaux communistes de la région du Rhône et des Alpes publient le 13/02/1957 un

---

<sup>97</sup> LEROY, Paul et ROUSSET, Michel, *Mélanges Lavau*, Presses FNNSP, 1989. Pierre Martin a attiré notre attention sur ce point.

<sup>98</sup> TAMBURINI, Georges (et al.), *Des chrétiens à l'épreuve du politique. Les engagements du MPF-MLP à Lyon, 1934-1960*, Villeneuve d'Ascq, Cahiers du GRMF, n°12, 2003.

<sup>99</sup> TAMBURINI, Georges, *Perspectives socialistes*, 1957.

<sup>100</sup> n°103-104 de *Perspectives socialiste.s*.

<sup>101</sup> Cellules communautaires dont on peut voir une des germes de l'autogestion prônée par le PSU unifié plus tard.

<sup>102</sup> Lyonnais d'origine, directeur d'Esprit, J.M. Domenach participe à la Jeune République, à l'Action Civique non Violente et à la commission Vérité-Liberté sur les crimes commis lors de la Guerre d'Algérie.

article qui dénonce le « mélange d’anarchisme et de socialisme clérical et féodal » qui ferait croire « que le remède – le socialisme- est pire que le mal – le capitalisme »<sup>103</sup>.

Le communiste Gaston Viens<sup>104</sup>, le futur maire d’Orly, rajoute : « La dernière assemblée des cardinaux et des archevêques de France vient de décider la création d’un secrétariat national de la mission ouvrière » ce qui démontre la « volonté de l’Eglise de faire pénétrer son idéologie, son influence dans la classe ouvrière ». G. Viens fait part de sa lecture de la scission MLP/MLO: « En mars 1951, les divergences aboutissent à une scission qui affecte essentiellement le Nord, la région parisienne et la Loire avec la création du Mouvement de Libération Ouvrière » (MLO). Du texte des militants MLP maintenu, « Options fondamentales du MLP », il ressort pour le militant communiste, que ce parti « a surtout pour raison d’être le souci de préserver pour le présent et l’avenir les possibilités de l’Eglise d’exercer son influence dans la société en général et la classe ouvrière en particulier ». Pierre Belleville<sup>105</sup>, qui rend compte de cet article réfute l’inféodation de son organisation à la hiérarchie catholique. En outre P.Belleville estime que le PCF ne peut se targuer d’être le premier défenseur de la laïcité quand il rejette hors du socialisme ceux qui conserveraient des « préjugés religieux »<sup>106</sup>. Les MLPistes Jacques Viard et Paul Thibaud réexpriment l’idée que le MLP se sait « fidèle à la pensée profonde du Mouvement Ouvrier, pensée que Marx avait génialement cherché à exprimer, et que trop de marxistes n’ont jamais réussi à comprendre »<sup>107</sup>. Les MLPistes renvoient dos à dos la bureaucratie stalinienne dévoilée par le rapport Khrouchtchev et la « trahison sociale-démocrate » dévoilée par la campagne d’Egypte sur Suez : « Au cri presque séculaire de « le cléricalisme voilà l’ennemi », M. Lacoste va s’unir avec M. Thorez »<sup>108</sup>.

---

<sup>103</sup> Pour les communistes, le MLP « est MRP, issu de la Bible, du confessionnal et de l’infantilisme ouvrier ». Ce socialisme tiède, « à l’eau de rose », « à l’eau bénite » est à combattre car si on adopte ses positions révisionnistes, « les capitalistes ne seraient pas expropriés tout de suite ». La vraie ligne socialiste, la bonne est athée : c’est celle de « Locke, de Babeuf, de Marx ». COIN, Jean, « Le MLP et le socialisme clérical », cité par THIBAUD, Paul, et VIARD, Jacques, « L’amalgame est-il un argument politique ? », *Perspectives socialistes*, n°100, 01/03/1957, pp.3-9.

<sup>104</sup> In « le MLP et le socialisme », *Cahiers du communisme*. Gaston Viens, 35 ans après sera exclu du PCF puisque rénovateur communiste.

<sup>105</sup> Pierre Belleville (1912-1982), militant MLP, UGS puis PSU dès son origine.

<sup>106</sup> BELLEVILLE, Pierre, « Le MLP et le socialisme clérical », *Perspectives socialistes*, n°106, 01/06/1957.

<sup>107</sup> Les deux auteurs qualifient ensuite les cadres du PCF de « paléo-marxistes ».

<sup>108</sup> « Il suffira d’un banquet monstre, au prochain Vendredi Saint, et de quelques tonnes de saucissons mangées en famille pour que l’unité socialiste s’effectue. Cela vaut qu’on sacrifie le MLP » concluent-ils. Pierre Belleville répond de manière moins exaltée et rejette l’étiquette de socialiste clérical en lui préférant celle, plus flatteuse, de socialiste populaire.

### *La Jeune République (JR)*

Ces « socialistes » un peu nouveaux vont rejoindre des organisations plus anciennes, issues du ralliement de catholiques au camp républicain comme la Jeune République (JR). Issue en 1912 du Sillon de Marc Sangnier, elle peut localement pratiquer l'unité d'action avec le PCF. A Grenoble, par exemple cette dernière n'hésite pas à signer des appels communs avec celui-ci pour la paix et contre le réarmement de l'Allemagne.

Cette Jeune République, dont un des dirigeants est Maurice Lacroix<sup>109</sup> dont la minorité continuera à perpétuer le nom jusqu'à disparaître en 1983, est investie par des intellectuels mendésistes tels G. Lavau, professeur à la Faculté de Droit de Grenoble, qui portent des valeurs nouvelles qui ne sont plus seulement celles de catholiques « sociaux ». Le soutien que G.Lavau apporte à Pierre Mendès-France et qui se poursuit jusqu'à l'adhésion de ce dernier au Parti Socialiste Autonome provient de son action à la tête du gouvernement de la IV<sup>e</sup> République (1954-1955) en faveur de la paix et d'une action volontariste au niveau économique. G. Lavau, opposé à l'alliance UGS<sup>110</sup>-communistes aux municipales de Grenoble en 1959, quitte l'UGS et s'allie avec la SFIO. Il ne participe donc pas au PSU et s'investit dans le tout jeune Club Jean Moulin<sup>111</sup> pour rénover « la vieille doctrine socialiste ». Ce professeur de droit et de science politique se consacre aussi ensuite au syndicalisme enseignant, plus précisément au SGEN.

### *CAGI et NG : des gauches indépendantes à la Nouvelle Gauche*

Egalement partie prenante de cette gauche nouvelle mais d'abord à l'état de plateforme, le Centre d'Action des Gauches Indépendantes (CAGI), accepte la double appartenance, de 1951 à 1954, d'anciens membres de la SFIO (animateurs de l'ASR jusqu'en 1951 comme Y.Dechezelles), du MRP (comme l'ancien député A. Denis) et des membres de la Jeune République<sup>112</sup>. CAGI, JR et MLP participent dès 1951 au « Comité pour l'Amnistie des condamnés politiques », frappés par la justice après les grèves sociales, avec d'autres petites formations.

---

<sup>109</sup> Maurice Lacroix (1893-1989). Cf notre notice p.

<sup>110</sup> Menée à Grenoble par Marc Serratrice (1922-). Ancien résistant du Vercors, ex-MLP, employé cégétiste de Merlin-Gérin, il fait partie ensuite du bureau fédéral de l'Isère du PSUnifié.

<sup>111</sup> L'ouvrage de référence est celui de ANDRIEU, Claire, Pour l'amour de la République, Le Club Jean Moulin, 2002.

<sup>112</sup> Organisation du CAGI en 1954 : Secrétaire général : Jacques Nantet ; comité directeur : Charles d'Aragon, André Denis, Jacques Bloch-Morhange, Claude Bourdet, Paul Rivet, Pierre Aron, Paul Granet, Pierrette Brochay, Jean Calmejane, Jean-René Chauvin, Jean et Prosper Cohen, Yves Dechezelles, Guy Dhellin, Franck Emmanuel, Georges Delange, Claude Gérard, Bernard Gilles, Georges Gousseau, Jean-Marie Krust, Maurice Lacroix, Guy Lefort, Robert Lucente, Jacques Madaule, Henri Marty, Jean Mouriot, Jean Rous, Camille Val, Lucien Pfeiffer. In COSTON, Henry, Dictionnaire de la politique française, 1967. Au moins dix des membres de ce comité directeur se retrouveront au PSU.

Traduction politique de ce comité, le Mouvement Uni de la Nouvelle Gauche (MUNG dit plus communément Nouvelle Gauche) naît en 1954 du rapprochement entre des intellectuels du CAGI tels C. Bourdet et des dissidents de l'U.P en rupture avec P.Cot (tel G.Martinet). Elle reçoit également l'appui d'anciens trotskystes tels Y. Craipeau. NG, MLP et JR animent, en 1955, le « Comité Justice et Liberté Outre-Mer » qui réagit parmi les premiers aux exactions commises en Algérie.

### *La naissance de l'UGS*

Le rapprochement des pratiques militantes, les alliances électorales, l'incapacité gouvernementale à résoudre la question algérienne pousse ces différentes formations à la fusion. Au Congrès de Paris des 7 et 8 décembre 1957, se fond dans l'Union de Gauche Socialiste (UGS) 61% de la J.R., emmenée par M. Lacroix, Jacques Nantet et Camille Val<sup>113</sup> et d'autres catholiques progressistes comme la NG de C.Bourdet et G. Martinet, et comme le MLP de Louis Alvergnat<sup>114</sup> et Henri Longeot<sup>115</sup>. Des petits groupes de dissidents de la SFIO et parfois du PCF, comme ceux d'Action Socialiste<sup>116</sup> et ceux d'Unité Socialiste (autour de deux cents militants), rallient les 4000 militants issus du MLP, les 2000 de NG et 800 de la JR (sur un peu moins de 1500)<sup>117</sup> sur un total de 7000 militants au départ<sup>118</sup>. Un comité politique de 38 membres assure la direction provisoire de l'UGS jusqu'en mai 1958, composé de 12 membres chacun venant de la NG et du MLP, de 8 membres venant de la JR, de 4 de l'Action Socialiste et de 2 de l'Unité Socialiste.

Les adhérents sont majoritairement de la tranche d'âge des 26-39 ans, prioritairement des ouvriers, dans une moindre mesure des employés ou des enseignants, et ils sont dans l'ordre

---

<sup>113</sup> Ce groupe au sein de la Jeune République était réfractaire à intégrer le MRP lors de sa création. Les minoritaires opposés à l'UGS poursuivent l'action au sein de la JR maintenue collectivement jusqu'en 1970. Ne subsistent jusqu'en 1983 que quelques individualités.

<sup>114</sup> GUICHARD, Jean (et al.), Louis Alvergnat, une figure du mouvement ouvrier, Garibaldi, Paris, 1987. Louis Alvergnat (22/09/1914 à St-Etienne (42)-5/03/1976 à Paris), fils d'un employé de la sté d'alimentation Casino lui-même employé, militant CFTC, ouvrier manutentionnaire, aide de laboratoire dans un collège de garçons, puis auxiliaire d'intendance au lycée Claude Fauriel. Permanent national JOC (1937-40), secrétaire permanent du MPF (1942-50), cofondateur du MLP puis secrétaire général (55 centre d'éducation ouvrière du MLP); en 56 Maison familiale de Vacances de St-Anthème du 63 ; En 56 participe à la rédaction d'un manifeste pour un renouveau du socialisme. Cantonales 53, 58 (avec étiquette UGS, BN 58-60), leg 56 « MLP-NG », municipales « UFD » en 59, refuse de rejoindre le PSU en 60 et dirige l'UPS. Président-fondateur de la Confédération Nationale des Associations Familiales Ouvrières (45-59), SG de la Confédération Syndicale des Familles (59-75), CN Mvt pour la paix, CN SPF, CA (62-) de l'UNAF et vice-pdt (71), membre du CES (74-76).

<sup>115</sup> Henri Longeot, né en 1917, MLP-UGS-PSU, puis PS.

<sup>116</sup> Militants qui, autour de Pierre Doridam, Paul Drevet, André Goury, Jean Lambert ou Jean Weber, avaient quitté la SFIO en 1956.

<sup>117</sup> Chiffres donnés par BIARD, Roland, Dictionnaire de l'extrême gauche de 1945 à nos jours, Belfond, 1978, p. 367.

<sup>118</sup> 6 000 militants en 1960 avant la fusion dans le PSU.

décroissant surtout présents à la CGT, la CFTC et la FEN<sup>119</sup>. « Organisation de style activiste, dépourvue de base électorale »<sup>120</sup>, le nouveau parti a pourtant une géographie spécifique : l'UGS reçoit de NG des bataillons parisiens surtout mais aussi des noyaux à Toulouse, Rouen et Cherbourg, pendant que le MLP capte des militants de Lorraine, Rhône et Alpes, Sochaux, et des bastions dans le Nord...

L'UGS reprend à cette occasion la revue bimensuelle du MLP *Perspectives socialistes* qui avait elle-même succédé à *Perspectives ouvrières* au début de l'année. Le journal hebdomadaire du MLP *Monde Ouvrier* tire à 100000 exemplaires (dont l'équivalent italien *Mondo Operaio* n'était autre d'ailleurs que le journal officiel du PSI) et est abandonné en 1957<sup>121</sup>, les coûts s'avérant trop élevées.

Ces catholiques de gauche sont éloignés de l'image souvent péjorative d'un catholicisme social de patronage ou de l'image sulpicienne d'évangéliste de la classe ouvrière. Malgré la foi qui les anime, de nombreux débats les divisent : place de l'action politique en rapport avec la foi, rôle de l'ouvriérisme, combat pour une laïcité qui ne soit pas incompatible avec la liberté de croyance... Ils s'inscrivent au quotidien dans des réseaux d'acteurs, avec notamment des socialistes ayant parfois une conception plus restrictive de la laïcité, qui débordent le champ politique en tant que tel et vont être tentés de combiner action culturelle et action revendicative, les deux étant jugés tout autant légitimes.

Les parcours individuels de militants apparaissent d'une grande sinuosité (cf annexes 2) : en témoigne le parcours de M. Pressouyre par exemple, passant de la SFIO jusqu'au PSUnitaire/PSG, avant de revenir à la SFIO pour enfin adhérer au PSUnifié. ASR, UP et 1<sup>er</sup> PSU oscillent entre volonté d'indépendance au risque de l'isolement et l'aspiration à l'unité d'action au risque de la satellisation. Une partie des militants se regroupent dans différents petits partis autour d'axes privilégiés : au PSA pour sauver l'honneur du socialisme ; à l'UGS pour construire une alliance entre chrétiens et laïcs, intellectuels et milieux populaires et à TdC pour changer le communisme. Cette focalisation dans les trois groupes (PSA, TdC et UGS) et ce foisonnement politique rencontrent les interrogations qui s'expriment dans les associations et syndicats principalement d'inspiration chrétienne, dans le contexte international particulièrement.

---

<sup>119</sup> N°12 du *Courrier de l'UGS*, 15/09/1959, reproduit dans NANIA, Guy, 1966, p.46.

<sup>120</sup> MOREAU, Jacques, op.cit., 2003.

<sup>121</sup> GUERY, Louis, « Monde Ouvrier, 1937-1957. Une presse libre pour des temps difficiles », *Les Cahiers du GRMF*, 4, 1986.

## 1.2. Un terreau culturel et intellectuel plus large que « la nouvelle gauche »

La plupart des études ont été tentée de déconnecter, au niveau méthodologique, les causes politiques des causes sociales ou culturelles plus distendues de la convergence de nouvelles pratiques politiques. Ces facteurs pourtant nous semblent assez déterminants à mettre à jour, autant dans leur dimension d'éducation populaire<sup>122</sup>, parfois laïcisée, qu'avec les stratégies de rassemblement de groupes portés naturellement à s'ignorer faute de structure globale. La structure qui possède les plus forts moyens et qui développe cette volonté d'« associativité », d'organiser le vivre ensemble dans un refus conjoint de l'amicalisme et du champ politique, reste encore dans les années 1950 l'Eglise.

Le phénomène de changement dans le monde catholique est concomitant d'une progression de l'associativité dans la population française comme l'indique Claire Andrieu<sup>123</sup>. Le taux d'associativité passe en effet, dans la population, de 41% en 1951 à 53% en 1961 (avant d'ailleurs de redescendre à 43% à la fin du siècle). On peut à cet effet parler pour essayer de percevoir la diversité du terreau sur lequel se base la « nouvelle gauche » de « feuilletage militant ».<sup>124</sup> Denis Pelletier parle de « couches superposées de sensibilités, de générations successives de mouvements (...) qui épousent de près les sinuosités de la société française ». L'action des catholiques qu'on n'appelle pas encore « de gauche » n'obéit pas, toujours selon cet auteur, à un plan concerté, mais à une invention au quotidien<sup>125</sup>. La « part assignée au religieux dans la construction du monde social », relèverait selon D.Pelletier d'une « logique de représentation » et non d'une « logique de pouvoir »<sup>126</sup>. Cette volonté de représenter, même imparfaitement, l'ensemble du corps social va rencontrer le mouvement de laïcisation et de désenchantement du monde, apte à relativiser dogmatisme et sacerdotalisme.

Face à une forme antédiluvienne du combat politique perçue comme une hiérarchisation des responsabilités, voire pour certains révolutionnaires comme l'œuvre d'une avant-garde éclairée, l'action culturelle fait prendre en considération les formes diversifiées du travail en

---

<sup>122</sup> Cf les différents travaux de Geneviève POUJOL sur « L'éducation populaire au tournant des années 60 ».

<sup>123</sup> ANDRIEU, Claire, Associations et champ politique, 1999.

<sup>124</sup> PELLETIER, Denis : « 1905-2005. Un siècle d'engagements catholiques », in DURIEZ et al., op.cit., 2005, p.20.

<sup>125</sup> Avant de participer plus tard à « l'invention du quotidien », cf DE CERTEAU, Michel, L'invention du quotidien, 1980.

<sup>126</sup> PELLETIER, Denis, id.



réseaux. Les nouvelles formes d'associativité modifient lentement mais sûrement les nouveaux liens créés parmi une population active dans la prise en charge de son destin et non plus uniquement consommatrice de projets ou programmes électoraux.

Cette évolution se concrétise d'abord par l'investissement de syndicats, par la création de comités de ceux que l'on n'appelle pas encore de manière générique « citoyens ».

Des ponts nouveaux sont créés ensuite en combattant la colonisation ou en défendant la paix comme les convictions individuelles, voire l'insoumission. Enfin, en renouant avec un nouvel internationalisme, l'action de ces socialistes va puiser dans les expériences provenant de la Grande-Bretagne travailliste, l'Italie du PSI, la Pologne de Gomulka, et dans le Tiers-Monde.

### **1.2.1. Un développement réticulaire parmi la société civile à travers syndicats et associations**

Nous parlons de réticularité de l'action dans la mesure où la défense des causes particulières, locales ou spécifiques, permet de réinterroger le national, et la manière de se représenter la politique par la base et par la marge. Ces réseaux s'organisent selon deux optiques : une optique associative, autour de ce qu' Hélène Hatzfeld appelle la « triade de la jeunesse chrétienne »<sup>127</sup> (JEC, JAC, JOC) et une logique syndicale en s'impliquant dans la base de la CGT mais surtout en animant le courant reconstituteur de la CFTC.

#### *L'action catholique chrétienne*

« La fuite dans la morale va profondément marquer la JEC des années 30 et plus largement l'ACJF »<sup>128</sup> explique Robert Chapuis. Cette fuite concerne également les autres organisations et les mouvements de scoutisme et est encore prégnante vingt ans après. La redécouverte de la politique dans les années 50 va plus être le fruit d'une prise de conscience face aux événements troublant l'opinion (le mythe de la grandeur coloniale ébranlée à Dien-Bien-Phu) ou choquant la conscience (tortures et sévices en Algérie ; refus de participer à la guerre) qu'un changement doctrinal ou intellectuel.

Souvent baignés dans une éducation moralisante et parfois moralisatrice, les militants de la « deuxième gauche » ont dans leur enfance et leur adolescence, et même en jeunes adultes, participé et parfois animé des groupes au sein des Scouts de France. Ces derniers ne sont pas les uniques dépositaires du scoutisme passé des militants, car nombre d'entre eux ont milité chez les Eclaireurs de France (laïcs) et les Eclaireurs Unionistes (protestants), voire les Scouts

---

<sup>127</sup> HATZFELD, Hélène, 2005, p.226.

<sup>128</sup> ACJF : Action Catholique de la Jeunesse Française (1886-1956). CHAPUIS, Robert, Les chrétiens et le socialisme, Seuil, 1976.

Israélites. En 1957, le scoutisme commence à prendre ses distances avec les conceptions baden-powellienne rigides et militaristes qui l'animaient depuis sa fondation. On peut citer parmi ceux qui ont contribué à ce changement Philippe Warnier, scout et routier, qu'on retrouvera en animateur de Vie nouvelle, aux GAM et au PSU<sup>129</sup> En 1957, la Jeunesse Etudiante Chrétienne et la Route, branche aînée du scoutisme, sont profondément ébranlées par le débat sur la torture.

La JEC, quant à elle, affirme son identité également par son opposition forte à la Fédération Française des Etudiants Catholiques, qui a une conception plus restrictive des mouvements de jeunesse, ne serait-ce que par son intitulé (elle n'inclut pas les étudiants protestants) mais surtout par sa pratique plus dévouée à la hiérarchie. Les militants d'origine JEC ont joué un rôle important<sup>130</sup> dans la constitution d'une gauche syndicale d'abord minoritaire au sein de l'UNEF. Approuvant la structuration idéologique donnée au syndicalisme étudiant, notamment par la charte de Grenoble<sup>131</sup> de 1946 qui définit l'étudiant comme un jeune travailleur intellectuel en formation<sup>132</sup>, les militants JEC, dirigés par Pierre de Givenchy et Jean Boissonnat, animaient avant 1956, la minorité dite « mino » de l'UNEF, en privilégiant une démarche politique et en rejetant l'« amicalisme » et le corporatisme considérés comme l'apanage de la droite. « Il est indéniable qu'il y a eu de la part d'un certain nombre de couches étudiantes, par cette relation qui était mise en place par Pierre Mendès-France, une certaine politisation indirecte qui s'est faite avec, disons une conscience très molle, très douce, mais qui a pénétré malgré tout à l'intérieur du milieu étudiant comme dans d'autres milieux intellectuels »<sup>133</sup>. R. Chapuis<sup>134</sup> reprend en 2006 ce qu'il écrivait déjà en 1976<sup>135</sup> : si les militants chrétiens de gauche issus de la JEC ont pu prendre la direction de l'UNEF en 1956 ou si les militants de la JOC ont pu investir des organisations syndicales<sup>136</sup> ; c'est bien parce que se sont cristallisées certaines espérances d'un changement de régime, et qu'un changement de pratiques politiques semblait devoir se dessiner.

---

<sup>129</sup> L'extrême-droite du scoutisme, les Scouts d'Europe, fera d'ailleurs scission d'avec les Scouts de France en 1962.

<sup>130</sup> Entretien de Georges Videcoq, ex-PSU, avec Jean-Yves Sabot en 1988.

<sup>131</sup> BROUE, Jean-Pierre, Grenoble et l'opposition à la guerre d'Algérie, maîtrise d'histoire, Grenoble, 1988.

<sup>132</sup> Voir supra 3.1.

<sup>133</sup> CHAPUIS, Robert : « Les étudiants chrétiens et le changement de majorité dans l'UNEF », in MORDER, 2006, p.175.

<sup>134</sup> Robert Chapuis (1933-). Qui adhéra au PSU en 1964, « alors que beaucoup le quittaient », précise-t-il.

<sup>135</sup> CHAPUIS, Robert, op.cit, 1976.

<sup>136</sup> Sur les militants de la JOC, RICHOU, Françoise : « Apprendre à combattre : l'engagement dans la JOC 1927-1947 », *Le Mouvement social*, 168, juillet-septembre 1994, pp.51-82 et voir un ouvrage récent, rénovant le style de la bande dessinée documentaire : DAVODEAU, Etienne : Les mauvaises gens, Delcourt, 2005.

Deux exemples de parcours militant contradictoires peuvent appuyer notre propos. Le marseillais d'origine calabraise Séverin Montarello, né en 1925, est formé à la JOC. Il est alors marqué par les conférences de Teilhard de Chardin. Il diffuse *Témoignage Chrétien*, devient permanent en 1949 du MPF puis entre au conseil national du MLP de 1952 à 1955. Refusant d'adhérer à l'ACO, il se consacre au syndicalisme à la CGT aux chantiers et ateliers de Provence où il exerce le métier d'ajusteur. Il milite ensuite à l'UGS puis au PSU, d'où il s'éloigne rapidement car il craint que « les ouvriers se fassent manipuler par les intellectuels<sup>137</sup> ». A contrario, ouvrier devenu intellectuel, Bernard Smagghe, né en 1930, roubaisien formé à la JOC où il est permanent pendant trois ans, milite dans les cercles de l'ACO mais cesse quand, avec ses camarades, « on ne pouvait plus supporter la présence de l'Eglise dans nos affaires ». Il est également mal à l'aise à la CFTC-métallurgie où l'aumonier capucin lui dit que ces « critiques incessantes le mettent en contradiction avec la doctrine sociale de l'Eglise ». Il opte donc pour la CGT. Militant du MLP, de l'UGS puis du PSU, il est battu au secrétariat fédéral par un instituteur franc-maçon René Fallas qui lui reproche son catholicisme. Il s'investira ensuite à Grenoble dans l'association Peuple et Culture en 1965 qui va moderniser la pratique de l'éducation populaire, puis dans l'action municipale à Meylan (GIAM).

A leur niveau également, les militants de la Jeunesse Agricole Catholique (JAC) vont voir évoluer le monde agricole à une vitesse inégalée et vont investir le Centre national des jeunes agriculteurs où ils vont pousser au modernisme, au développement et à la pérennisation de leurs installations. Cette soif de changement est une des causes de la transformation en 1964 du mouvement en Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne (MRJC), qui se donne des objectifs beaucoup plus englobants.

Si l'on a commencé par des organisations de jeunesse qui sont investies plus massivement que les organisations traditionnelles du socialisme (telle la fédération Léo-Lagrange), c'est que celles-ci vont constituer le vivier où le PSU puise durant les années 60-début années 70 les forces vives de ces militants. Résultat : en 1966, 70% des adhérents du PSU proviendront d'une organisation confessionnelle de jeunesse (JOC, JAC, JEC, unionistes...) contre 30% à sa fondation<sup>138</sup>.

---

<sup>137</sup> Les « intellectuels du PSA » selon lui.

<sup>138</sup> MARTINET, Gilles, Cassandre et les tueurs, 1986, p.142. Pour G.Martinet, « ce qui faisait la nouveauté du mouvement, c'était l'apport chrétien. Lorsque nous faisons la fusion avec les minoritaires de la SFIO, il y a là 30 à 35% de militants chrétiens. Ils seront majoritaires au PSU en 1967 et ne le seront plus après 1968 », MARTINET, Gilles, interview à Politis, décembre 1994.

Mais les organisations adultes sont celles qui stabilisent des réseaux constitués souvent dans la jeunesse ou dans les syndicats, et qui délivrent un message unifiant.

Un des effets paradoxaux de la création par l'épiscopat de l'Action Catholique Ouvrière<sup>139</sup> (ACO) en 1950 est d'avoir permis, malgré ses rigidités, aux militants chrétiens de penser que le témoignage de foi ne passe plus seulement par l'existence d'organisations chrétiennes<sup>140</sup>. En regroupant en son sein militants MLP, MLO, CFTC et autres syndicats, MRP, AFO et APF, il permet un brassage d'expériences. Si la pression à s'engager est forte, « le choix de l'engagement ne peut être qu'une option personnelle, ou mieux une option de foyer » (selon un texte de l'ACO de 1951). « L'annonce du message chrétien et l'appartenance à l'ACO sont conditionnées par un engagement dans une organisation non religieuse, association, syndicat et parti » note Bruno Duriez<sup>141</sup>. D'ailleurs les conflits avec la hiérarchie religieuse seront nombreux, encore accentués après l'incompatibilité émise par le Vatican entre la prêtrise et l'activité, voire le militantisme, au cœur même de la classe ouvrière. En février 1954, les prêtres-ouvriers, qui étaient parmi les plus impliqués dans l'ACO, sont ainsi sommés de reprendre leurs affaires sacerdotales<sup>142</sup>.

#### *Le « socialisme démocratique » de « Reconstruction »*

Le syndicat de salariés qui s'avère être le plus accueillant de manière générale<sup>143</sup> pour les « minoritaires de gauche » se trouve être la CFTC où, depuis 1949, Paul Vignaux anime un courant progressiste nommé « Reconstruction ».

Marcel Gonin déjà réclamait, dans le bulletin éponyme de tendance de février 1952, « un groupe politique d'un genre nouveau (...) acceptant de n'avoir au Parlement qu'un écho limité, mais jouant un rôle essentiel dans l'éducation politique des salariés ». Le congrès de la métallurgie de 1952 (qui voit l'apparition d'Eugène Descamps) et le congrès de la chimie prononcent même les mots tabous de « socialisme ». L'option socialiste se précise quand Georges Brutelle invite *Reconstruction* à une conférence ouvrière de la SFIO réunie à Puteaux

---

<sup>139</sup> KESLER, Jean-François, op.cit., et Association d'Education populaire et familiale, Dans l'histoire de l'Eglise en classe ouvrière. 50 ans d'ACO. Comment a été vécue la double fidélité au Mouvement Ouvrier et à l'Eglise, Lille, 2002.

<sup>140</sup> DURIEZ, Bruno : « Ouvriers, catholiques et militants », in DURIEZ (dir.), Les catholiques dans la République, op.cit., 2005, p.74.

<sup>141</sup> DURIEZ, Bruno, ibid.

<sup>142</sup> SUAUD, Charles, VIET-DEPAULE, Nathalie, Prêtres et ouvriers, une double fidélité mise à l'épreuve 1944-1969, Paris, Karthala, 2004.

<sup>143</sup> Mais non sur tout le territoire uniformément. On a vu qu'à Roubaix par exemple B. Smaghe quitte la CFTC en 1956 pour la CGT car il est accusé de n'avoir pas assimilé correctement « la doctrine sociale de l'Eglise ». Entretien op.cit.

le 30/05/1953 en présence de G. Mollet. Le syndicaliste Charles Savouillan prononce les mots qui tranchent avec les conceptions de la majorité de la CFTC : « C'est vers un socialisme démocratique qu'il convient de diriger maintenant nos énergies »<sup>144</sup>. Les minoritaires, en soutenant P.Mendès-France en 1956, sont traités par la majorité d'« assistants sociales du radicalisme ». A l'aube de l'année 1958, *Reconstruction* affirme qu'ils sont les « ultimes porteurs de la conscience socialiste qui a quitté la machine SFIO » mais également des éveilleurs démocratiques<sup>145</sup>. Les « reconstruteurs » prennent le pouvoir au sein de la CFTC en 1959 et achèvent sa déconfessionnalisation en changeant le nom de l'organisation pour celui de Confédération française démocratique du travail (CFDT) en 1964.

Les autres syndicats sont également l'objet d'interrogations et de regrets quant à leur division : les minoritaires des trois grandes centrales syndicales (CFTC, FO et CGT), autour de Roger Lapeyre et Aimé Pastre, lancent en 1957 une tentative qui ne donne pas immédiatement ses fruits, un appel pour un « mouvement syndical uni et démocratique » (MSUD<sup>146</sup>).

Mais il n'y a pas que le syndicalisme salarié qui est alors en mutation : le syndicalisme agricole l'est également. Serge Cordellier note que la modernisation agricole de la fin des années 50 est moins la conséquence d'« un choix gouvernemental relayé par un partenaire syndical que (l'œuvre de) groupes associatifs constitués d'agriculteurs accompagnés de techniciens ou de maîtres agricoles »<sup>147</sup>. Cet associationnisme est d'ailleurs favorisé par le véritable quadrillage politique du monde rural, quadrillage plus puissant qu'en ville. Prenons l'exemple du syndicaliste paysan Roland Viel, né en 1918. Il crée en 1949 l'Avenir Coopératif d'Auvergne, qui va racheter des entreprises laitières dans la Creuse et dans le Cantal, puis se liant en 1957 avec Michel Debatisse, responsable du CNJA, il participe au développement de centres d'études agricoles et essaie de créer en 1958 un service d'information sur les marchés<sup>148</sup>. Bref, avant d'être un militant PSU, il se fait entrepreneur agricole, et mène une lutte contre l'opacité des règles du marché.

C'est souvent à travers la naissance d'un syndicalisme étudiant<sup>149</sup> et d'un syndicalisme agricole, non replié sur lui-même, non corporatiste mais ouvert sur le monde que va se préparer la comparaison de situation et la mise sur un pied d'égalité avec le syndicalisme ouvrier plus reconnu.

---

<sup>144</sup> En 1955, l'expression est réitérée lors d'assises confédérales.

<sup>145</sup> HAMON, Hervé, ROTMAN, Patrick, *La deuxième gauche*, 1982, p.110.

<sup>146</sup> Evidemment distinct du petit parti MSUD de 1947, socialiste et dissident.

<sup>147</sup> CORDELLIER, Serge : « Les associations agricoles et rurales », Actes des assises du CELAVAR, s.d.

<sup>148</sup> LUNEAU, Gilles, *Histoire de la FNSEA*, 2004.

<sup>149</sup> Dont nous verrons plus loin sa part déterminante dans la lutte anticoloniale lors de la guerre d'Algérie.

Celui-ci semblait souvent avoir dans l'analyse marxiste l'apanage de la défense des classes laborieuses, parce que son mérite consistait, pour reprendre R. Michels, « dans sa vision nette et pénétrante des dangers de la démocratie bourgeoise. Il a, avec un scepticisme vraiment scientifique, arraché les voiles dissimulant le pouvoir que la démocratie exerce sur l'Etat, en montrant que ce pouvoir n'est que l'hégémonie d'une minorité »<sup>150</sup>.

Certains intellectuels tentent à leur tour de marier des influences théoriques les plus diverses. Professeur de sciences économiques à la Faculté de droit de Grenoble, le MLPiste H. Bartoli (déjà cité p. 24) développe notamment dans « Science économique et travail »<sup>151</sup> une conception de la société qui emprunte autant à Gramsci qu'à Ricoeur ou Teilhard de Chardin, à Marx autant qu'à Mounier. Le mélange de marxisme et de personnalisme est détonant. Comme L. Alvergnot, autre dirigeant du MLP, il refuse d'entrer au PSU, craignant le retour à l'électorisme. Préférant<sup>152</sup> la construction d'une « cité fraternelle » à une cité socialiste, il pensait que dans cette dernière le rôle des techniciens sera appelé à grandir. Le « danger de l'organisation socialiste » était pour lui le « totalitarisme de l'organisation ». Dans son livre déjà cité, il reprend l'article de G. Lavau de 1956<sup>153</sup> qui établit de manière programmatique les conditions pour concilier le plan et les marges de manoeuvre des acteurs. H. Bartoli insiste alors sur l'équilibre entre le pouvoir central et les pouvoirs locaux qui seul peut favoriser la « limitation constitutionnelle des pouvoirs de l'Etat ». Le socialisme humaniste de Jean Lacroix n'est pas non plus ignoré.

Cette excursion au niveau de la doctrine nous permet de voir que conditions de vie et planification de la vie quotidienne sont reliés dans une perspective d'aboutir à « une civilisation du travail », aidé par les perspectives planistes, que la CFDT va être parmi les premières organisations à promouvoir.

Les défis de la reconstruction ont donc accredité l'idée que la solidarité assurantielle par le haut pouvait se doubler de combats particuliers de ceux qu'on appelle encore timidement des citoyens organisés en amicales, en groupes locaux, en comité de défense. Le combat parallèle pour le désarmement, le pacifisme et la lutte contre les guerres d'Indochine et d'Algérie va accentuer ce rôle des comités, des associations de défense. Cela va permettre à ces associations de doubler leurs revendications matérielles de revendications

---

<sup>150</sup> MICHELS, Robert, op.cit., p.254.

<sup>151</sup> BARTOLI, Henri, Science économique du travail, Paris, Dalloz, 1957.

<sup>152</sup> Ibid, p.61.

<sup>153</sup> LAVAU, Georges E : « Planification et liberté », *Esprit*, mai 1956, p.773.

hommationnistes<sup>154</sup>. Ce monde déjà en réseau ne constitue pas encore un monde qui développerait une néo-augustinienne « cité par projets »<sup>155</sup>, pour parler comme Luc Boltanski. C'est un monde de refus commun, qui fonctionne en mises en convergences des militants mais qui ne généralise pas encore un projet partagé entièrement.

### **1.2.2. L'anticolonialisme comme facteur de militantisme pour une nouvelle génération**

Les luttes de décolonisation que soutient de manière de moins en moins discrète l'aile gauche de la SFIO, l'aile mendésiste des radicaux, des fragments importants des communistes et de nombreux catholiques de gauche, n'aurait jamais pu devenir un enjeu politique sans cette prolifération de comités « citoyen ». Ces luttes provoquent pourtant une accélération des formes de conscientisation et cimentent de nouveaux militantismes. Si bien qu'à sa fondation, le PSU a pu symboliser, bien sûr pas à lui seul, « l'esprit de résistance face à l'esprit d'abandon » comme le juge rétrospectivement R. Chapuis.

Il n'est pas le premier parti à protester contre l'attitude souvent démissionnaire des partis de gauche classique. Déjà, en 1948, le petit parti socialiste MSUD, dans son manifeste aux travailleurs, avait dénoncé l'« abominable politique coloniale mise en œuvre par Marius Moutet » et le vote des « crédits de la guerre d'Indochine », l'approbation de « la sanglante répression qui s'est abattue sur le peuple malgache »<sup>156</sup>.

Cette lutte contre la politique indochinoise de l'Empire Français se poursuit quelques années : au début années 1950, un petit groupe anticolonialiste se forme autour de E. Depreux<sup>157</sup>.

Mais la Guerre d'Indochine était l'œuvre de volontaires, alors que la Guerre d'Algérie, beaucoup plus proche, exige après 1954 l'envoi de troupes d'appelés.

Le développement d'idées progressistes chez certains catholiques est également facteur de plus grande perméabilité aux combats anticolonialistes<sup>158</sup>. « A Grenoble, (ville qui accueille le plus grand pourcentage d'étudiants étrangers sur toute la France alors), le Centre Universitaire

---

<sup>154</sup> Selon l'expression de Robert Bonnaud.

<sup>155</sup> BOLTANSKI, Luc, CHIAPELLO, Eve, *Le nouvel esprit du capitalisme*, 1999, p.161.

<sup>156</sup> CHAMBARLHAC, Vincent, *op.cit.*, 2006.

<sup>157</sup> Avec les futurs PSU J. Rous et C. Bourdet, ainsi que le directeur *d'Esprit* J.M. Domenach, les gaullistes de gauche René Capitant, Léo Hamon, Edmond Michelet, et l'agent officieux du Vietminh en France, Nguyen Van Chi (1906-1980). AN CARAN, fonds Edouard Depreux, 456ap6.

<sup>158</sup> SORNE, B., *L'opposition des catholiques grenoblois à la guerre d'Algérie*, IEPG, 1989.

Catholique est tenu par des jésuites à l'esprit très large, notamment dans la question de l'aide au FLN »<sup>159</sup>.

De futurs militants du PSU tels Georges Videcoq, président de l'AGE de Rouen puis économiste à Grenoble, prennent alors conscience de la « nécessaire dimension politique » suite à leurs responsabilités syndicales pendant la Guerre d'Algérie.

Dans les usines également, une solidarité ouvrière joue un rôle de soutien à l'insurrection algérienne : « Les ouvriers algériens de chez Chenard et Walcker (automobile) observent une grève le vendredi 7/3/1956 « pour signifier leur volonté de voir satisfaire leurs aspirations nationales. La section syndicale CGT de l'usine et le MLP se mirent aussitôt d'accord sur une résolution commune « approuvant et saluant cet arrêt de travail pour les légitimes aspirations qu'il exprime »<sup>160</sup>. Le revirement de G. Mollet après l'échec de sa visite d'Alger provoque les foudres des intellectuels du MLP comme le futur directeur de la Revue *Esprit*, Paul Thibaud<sup>161</sup>. Selon lui, Guy Mollet s'est comporté en « père du régiment », et en « amateur de tisane (verbale), « Guy Mollet est revenu d'Alger transformé en émule du général Bugeaud : il a déclaré gravement que les rappelés n'avaient pas besoin de la quille mais seulement de mulets pour patrouiller aisément dans les djebels. » Il ajoute : « Tout ça, c'est le molletisme, un narcotique. »<sup>162</sup>. Selon le militant MLP, Yves Arcadias : « L'aventure Mollet est pour nous l'occasion de constater une fois de plus la carence d'un véritable parti socialiste »<sup>163</sup>.

Pour beaucoup comme le secrétaire du SNI Denis Forestier, en 1958 « C'est l'Algérie toute entière, musulmane et européenne, qui est Dreyfus »<sup>164</sup>.

Parmi ces dreyfusards modernes, le parcours de Pierre Boisgontier<sup>165</sup> est significatif de ces militants syndicalistes et associatifs développant l'insoumission et la non-violence face à la guerre d'Algérie. Issu du militantisme étudiant JEC et de l'anti colonialisme, il est président de l'assemblée générale de l'UNEF de Nancy en octobre 1958. Il fait alors la connaissance de sa future compagne Elisabeth Janssem<sup>166</sup> qui avait déjà participé aux manifestations de

---

<sup>159</sup> SABOT, Jean-Yves, L'entrée d'une génération en politique et la formation d'une élite, 1994, p.42.

<sup>160</sup> In MASSERA, Bernard et GRASON, Daniel, Chausson, une dignité ouvrière, Paris, Syllepse, 2004, p.152.

<sup>161</sup> De 1976 à 1989. BOUDIC, Goulvenn, *Esprit* (1944-1982), Les métamorphoses d'une revue, IMEC, 2005.

<sup>162</sup> THIBAUD, Paul, « Le cynisme de Guy Mollet », *Perspectives socialistes*, n°105, 15/05/1957, pp.1-2.

<sup>163</sup> ARCADIAS, Yves, «Après Guy Mollet ? », *Perspectives Socialistes*, n°107, 15/06/1957, p. 2.

<sup>164</sup> Pierre Vidal-Naquet, in *Vacarme*, op.cit.

<sup>165</sup> Pierre Boisgontier (25/08/1934-) D'un grand-père déjà insoumis en 1917, d'une mère brodeuse dans la haute couture parisienne résistante active et fils d'un officier (ex ingénieur agronome jurassien) tué en 1940, il est de ce fait dispensé de combattre en Algérie mais reste très marqué par la guerre. Les développements qui suivent prennent pour source Erica FRATERS (collectif), Réfractaires à la guerre d'Algérie, Syllepse, 2005.

<sup>166</sup> Elisabeth Janssem (23/01/1939 à Colmar-), d'un milieu catho de gauche, militante à la corpo de lettres, future enseignante et militante (FEN, MGEN).



l'Action Civique Non-Violente (ACNV) contre les camps d'internement et fait partie des amis de *Témoignage Chrétien*. P. Boisgontier rencontre en 1960 Alain Zarudiansky<sup>167</sup>, membre du PSU ; il adhère alors à ce parti mais se consacre surtout à l'action non-violente et à la désertion pendant que son ami s'engage plus à fond dans l'action politique partisane. Sur les chantiers de l'ACNV vont le rejoindre d'autres militants du PSU comme André Ruff ou Robert Siméon<sup>168</sup>, des sympathisants du parti (comme Claude Verrel<sup>169</sup>) ou d'anciens militants de l'UGS comme Paul Grosz<sup>170</sup>, venant de résilier son sursis. Quand P. Grosz comparait pour insoumission le 15/06/1961, plusieurs de ses amis viennent témoigner dont Pierre Kasser et Robert Moussay du PSU de Mulhouse. P. Grosz, devenu enseignant, s'engage ensuite dans des mouvements de protection de l'environnement. P. Boisgontier, leader du mouvement maoïste grenoblois dans les années 1970, devient animateur rural puis chercheur en sciences sociales.

Jacques Inrep, né en 1939, appelé pendant la Guerre d'Algérie de mai 1960 à juillet 1961, actuellement psychanalyste après avoir été infirmier psychiatrique, a décrit comment la désobéissance civile et l'antimilitarisme se nourrissent du mûrissement des engagements au sortir de « situations de conflits »<sup>171</sup>. Issu d'une famille communiste, il participe à un réseau clandestin pour le FLN à Alençon en 1961, puis adhère en 1962 au PSU dont il devient six ans plus tard, en mai 1968, le secrétaire de la fédération de l'Orne.

Pour Jérôme Lindon<sup>172</sup>, éditeur à Minuit, et Pierre Vidal-Naquet<sup>173</sup>, historien de l'Antiquité, ce sont l'insoumission à la Guerre d'Algérie et la lutte politique pour le FLN qui expliquent leurs prises de cartes éphémères au PSU<sup>174</sup>.

Ces périodes, où, de façon concomitante on assiste à un essor du monde étudiant et à une internationalisation des mouvements de libération, créent cette situation inédite d'un

---

<sup>167</sup> A l'époque, étudiant en 3<sup>e</sup> année à l'École supérieure de physique et chimie industrielles de la ville de Paris.

<sup>168</sup> Robert Siméon (18/10/1941 à Paris-) d'un père chauffeur livreur et d'une mère brocheuse, communistes de milieu populaire, athés. Robert sera typographe, puis plombier, membre des organisations suivantes : PSU, CFDT, LDH, Amitiés franco-vietnamiennes.

<sup>169</sup> Claude Verrel (15/08/1938-). Né dans le Calvados d'un père employé à la SNCF et d'une mère au foyer, il est maître auxiliaire de sciences, JEC et UNEF, puis CFDT, membre du bureau européen de l'objection de conscience.

<sup>170</sup> Paul Grosz (06/06/1940-) originaire de Thann d'un père maçon athé anarchiste et d'une mère témoin de Jéhovah sans profession, il est monteur électricien.

<sup>171</sup> Cf « Désobéir pendant la Guerre d'Algérie », manuscrit, 220 p., disponible aux Archives de l'IHTP (ARC 2014). Une version allégée est parue à compte d'auteur en 2003 : « Soldat peut-être, tortionnaire jamais ! », scripta, Lanrodec, 2003.

<sup>172</sup> Jérôme Lindon (1925-2000).

<sup>173</sup> Pierre Vidal-Naquet (1930-2006), à l'époque assistant d'histoire à la faculté de lettres de Caen. Membre de l'UGS de 1957 à 1960, puis du PSU de 1960 à 1962, proche de Socialisme ou Barbarie par la suite, explique qu'il soutenait le FLN avec un de ses plus vieux amis, Robert Bonnaud, historien comme lui.

<sup>174</sup> Cf la revue *Vacarme*, « PVN, la vérité de l'indicatif », 2003. cf [vacarme.eu.org/article205.html](http://vacarme.eu.org/article205.html).

militantisme sensible aux questions du Tiers-Monde. Se développe un nouvel internationalisme que les mouvements ouvriers n'étaient pas préparés à entendre. L'internationalisme ancien étant transformé en caution du socialisme dans un seul pays, de nouvelles relations intra-partisanes brouillent les frontières bien établies entre réformistes et révolutionnaires.

### **1.2.3. La pratique en actes de l'internationalisme : rechercher une troisième voie ou se comporter en simples compagnons de route ?**

Si quelques courants trotskystes ont tenté une IV<sup>e</sup> Internationale, voire pour certains une V<sup>e</sup>, les socialistes de gauche s'en trouvent gravement démunis. De nombreuses querelles opposent un travaillisme européen partisan de réformes de structures mais réalisées de manière possibiliste et un socialisme purifié soucieux de ne pas trahir la cause ouvrière. Malgré ces divergences européennes, les dissidents de gauche se tournent d'abord vers les expériences des pays les plus proches avant d'embrasser les potentialités révolutionnaires du Tiers-Monde émergent.

#### *Le modèle italien*

Micro-formation, le P S Unitaire, fondé en 1948, a pour ambition déclarée de créer une troisième voie (et non une 3<sup>e</sup> force) entre capitalisme et soviétisme et en cela il n'est pas totalement isolé en Europe. Le PSI Italien de Pietro Nenni lui est très proche doctrinalement et le leader est invité aux congrès du jeune parti, grâce en partie à Gilles et Iole Martinet.

En 1956, constatant les difficultés qu'éprouvent les petits partis socialistes français à grandir, un cadre italien du PSI G. Pieraccini se plaint de l'inaction du PSI envers ces groupes français qui partagent l'idée de troisième voie : « quelle action avons-nous jamais exercé sur le mouvement ouvrier français, resserré entre un parti communiste lié à de rigides formules staliniennes et un parti social-démocrate qui, sous la direction de Mollet, se précipite dans sa totalité dans les aventures coloniales ? Quel soutien avons-nous donné et donnons-nous aux forces qui, en France, visent au renouvellement de cet état de choses ? »<sup>175</sup>.

---

<sup>175</sup> Cité par GUICHARD, Jean, in *Perspectives socialistes* n°96.

Les militants du MLP s'inspiraient aussi en 1957 du PSI : Jean Guichard transmet aux lecteurs de *Perspectives socialistes* les statuts d'« un parti ouvrier : le parti socialiste italien »<sup>176</sup>.

Dirigeant du MLP, L. Alvergnat, pour sa part, souhaite que le socialisme nouveau relie son action et sa recherche avec « le socialisme de Nenni, de Bevan, au courant représenté par Gomulka, Tito, ainsi qu'aux divers courants progressistes qui existent dans les pays sous-développés, à commencer par le Maroc, la Tunisie, l'Algérie, l'Afrique Noire »<sup>177</sup>. Un autre penseur marxiste italien, décédé en 1937, restait influent : la lecture d'Antonio Gramsci<sup>178</sup> et de sa notion de combat culturel rompait avec une forme d'orthodoxie économiciste. L'aile contestatrice de la SFIO noue également des relations avec les socialistes italiens. E. Depreux se souvient de l'activité respectée de Pietro Nenni dans la résistance : « Exilé au moment du fascisme, il avait habité pendant plusieurs années, avec sa famille, au Plessis-Robinson, ville voisine de Sceaux. Ses contacts avec les socialistes de notre région avaient été nombreux. Depuis la Libération de l'Italie, il était venu à différentes reprises, à Paris et des réunions avaient été organisées en son honneur, notamment sous les auspices de *France-Observateur* »<sup>179</sup>.

D'abord très proche du Parti Communiste Italien, le PSI, après la mort de Staline, évolue vers des positions plus fidèle à l'ensemble de la social-démocratie européenne en participant à des gouvernements de centre gauche et en acceptant le Pacte Atlantique. En conséquence, une scission de gauche se produit et un petit parti à la lisière du socialisme et du communisme naît alors : le PSIUP (Parti socialiste international d'unité prolétarienne) On note même l'existence au début des années 60 dans la province d'Aoste d'un Partito Socialista Unificato qui semble être distinct du PSIUP.

Il est donc logique que, pour G. Nania, « les travaux des auteurs et les cadres du PSU (étaient) en partie influencés par l'évolution récente du PCI (Italien) et les positions de certains dirigeants de ce parti tels Amendola et Ingarao ». Une jeune militante cadre des JSU sur Marseille en 1965 relate les rencontres entreprises avec la jeunesse de ce parti dans le cadre de rencontres culturelles interméditerranéennes<sup>180</sup>.

---

<sup>176</sup> N°s 101 et 102. Un aspect qui devait séduire ces militants était la conformité des décisions du groupe parlementaire aux décisions prises par le parti.

<sup>177</sup> ALVERGNAT, Louis : « Pour un renouveau du socialisme », *Perspectives socialistes*, n°104, 02/05/1957.

<sup>178</sup> NANIA, Guy, Un parti de la gauche, le PSU, op.cit., p.148.

<sup>179</sup> DEPREUX, Edouard, Souvenirs d'un militant..., 1972, pp.537-538. L'ancien camarade de Benito Mussolini, sensible aux harangues post-bakouninistes d'avant 1914 de ce dernier, et qui s'était désolidarisé de lui à cette date, jouissait, on l'a dit, d'une forte popularité du fait de sa participation active à la résistance.

<sup>180</sup> Cf 581AP127.

### *Influences du Travaillisme Britannique*

Le PSI encourageait à l'époque le Labour Party (LP) en trouvant un « rapport essentiel entre la politique actuelle du LP et la lutte décennale de ses éléments les plus avancés pour une adhésion toujours plus étroite aux masses travailleuses » et stigmatisait dans le même élan la SFIO : « bien que les socialistes français soient allés au gouvernement, le peuple n'y est pas »<sup>181</sup>.

D'autre part, et E. Depreux en a longuement fait état, le PSA français invite des travaillistes britanniques marxistes comme Aneurin Bevan<sup>182</sup> lors de son congrès en 1958<sup>183</sup> dans l'esprit sinon de faire revivre l'internationalisme prolétarien du moins de ne pas être isolé d'une nouvelle Internationale Socialiste qui avait eu une existence épisodique : un congrès international des socialistes de gauche s'était tenu en 1948 mais il semble sans suite. Par ailleurs, les nouveaux essais fabiens de R.H. Crossmann parues en 1955 servent de support théorique à l'aile la plus travailliste des dissidents socialistes, chez A. Philip par exemple, qui est particulièrement au fait de l'état du dialogue social et de la relation parti-syndicat spécifique à l'Outre-Manche. D'autre part, et sans être forcément d'accord sur la question travailliste, les amis du PSU français basés à Londres éditent dans les années 60 une revue intitulée *French socialist Review*<sup>184</sup>.

### *Relations plus rares avec les Allemands et les Israéliens*

A ce même congrès du PSA, des relations se nouent avec Gustave Stern, Fritz Erler et Herbert Wehner, délégués de la social-démocratie allemande en 1958<sup>185</sup>. Les thèses du jeune parti s'inspirent également en partie de l'austro-marxisme d'Otto Bauer.

Enfin, le mouvement sioniste et l'implantation de *kibboutz* sont également perçus parfois comme des modèles d'organisation socialistes. Parmi les formations socialistes de gauche, l'ASR<sup>186</sup> est invité dès sa création en Isère en tant que « partie (sic) socialiste

---

<sup>181</sup> ALVERGNAT, Louis, 1956, op.cit.

<sup>182</sup> Dit « Nye ».

<sup>183</sup> Et même après, cf Rencontres PMF-Beuvan-Nenni, Julliard, 1959.

<sup>184</sup> NANIA, Guy, op.cit., 1966, et DEPREUX, Edouard, Servitude et grandeur du PSU, 1974.

<sup>185</sup> En Allemagne également, et quoique les relations étaient plus distendues qu'avec les Italiens ou les Britanniques, un nouveau parti qu'on pourrait cataloguer parmi les socialistes de gauche vit le jour en 1961. Son nom était le DFU (Deutsche Front Union), scission du SPD qui, à la suite de son congrès du Bad-Godesberg de 1959 avait abandonné la fidélité au marxisme et élaboré, si on me permet un léger anachronisme, un compromis historique qui allait lui permettre de gouverner en grande coalition en 1966 avec l'ancien nazi Kiesinger puis seul grâce à l'action de Willy Brandt. L'orthodoxie marxiste chère à l'ancien dirigeant Kurt Schumacher avait de manière spectaculaire été remplacée par une culture de la négociation politique. A la suite de cela, les étudiants socialistes du SDS qui refusaient cette évolution s'autonomisèrent la même année 1961 des grands frères sociaux-démocrates. Ils furent en première ligne dans le Mai 68 Allemand avec leur leader Rudi Dutschke ; et « les années de plomb » des années 70, selon le titre du film de Margarethe Von Trotta, virent le développement d'un climat terroriste.

<sup>186</sup> Cf notre paragraphe 1.1.1.

révolutionnaire » à commémorer avec le comité uni de défense des juifs la bataille du ghetto de Varsovie. La fédération sioniste de l'Isère l'invite également à l'occasion de la proclamation de l'Etat d'Israël<sup>187</sup>.

Le PSU, enfin, inspirera de nouveaux partis dans le « Tiers-Monde »<sup>188</sup> qui ont aujourd'hui un poids politique dans leur pays.

Bien sûr, les évolutions internationales ne sont pas les seuls à influencer les transformations partisans et à bouleverser les comportements politiques. Il n'est cependant pas anodin que le PSI italien par exemple ait poussé à l'essor de dissidences de gauche en France ou que les positions du PCI aient plus tard provoqué la crise de l'Union des Etudiants communistes français.

Si le facteur extérieur reste insuffisant à la pleine compréhension de l'évolution des « nouvelles gauches », cette évolution peut se comprendre par le mouvement intrinsèque d'agglomération qui va apparaître à la faveur d'une événementialité propre à la politique intérieure française.

### **1.3. De la façon de concevoir une nouvelle formation politique : l'agglomération des minorités de gauche**

La nouvelle temporalité politique, révélée en plein jour au moment de la prise de pouvoir par C. de Gaulle en 1958, force les divers regroupements politiques (UGS, minoritaires SFIO et

---

<sup>187</sup> Sur la question des rapports entre les socialistes de gauche et le sionisme, cf GUTMANN, Michael (2003). Le militant sioniste formé à l'Hachomer Hatzair, André Blumel (1893-1973), avocat et journaliste, directeur de cabinet de Léon Blum en 1936, membre du CRIF et président du MRAP, membre du 1<sup>er</sup> PSU et du PSG, adhéra au PSU mais le quitta peu après pour participer à une alliance électorale aux municipales à Paris avec les communistes. Les kibboutzin dans les années 50 avaient une grande force d'attraction qui dépassait d'ailleurs les cercles socialistes de gauche. Le parti sioniste MAPAM et le Bund furent invités au congrès d'unification de 1960. La situation se détériore après 1967. A cette date, selon Jean Poperen, le PSU est favorable aux thèses arabes à l'opposé de P. Mendès-France favorable à Israël. Voir aussi pour illustration la motion adoptée le 26/11/1973 au CN du PSU : « Soutien à la résistance palestinienne : le conseil national du PSU réaffirme son plein soutien à la lutte du peuple palestinien contre l'impérialisme et le sionisme. Il considère sa lutte comme partie intégrante de la lutte anti-impérialiste dans le monde et rappelle que seule la résistance palestinienne, forte de son autonomie politique, peut apporter une solution durable au proche-Orient, en libérant la Palestine occupée par des luttes populaires prolongées et la résistance armée. Elle vise à la destruction de l'actuel Etat d'Israël, de ses institutions capitalistes, impérialistes et théocratiques, et à son remplacement par un Etat démocratique et laïc où juifs et arabes pourront coexister sans discrimination d'ordre ethnique, racial ou religieux. Il est évident que notre soutien au peuple palestinien passe par l'appui résolu aux organisations politiques et combattantes qu'il se donne. Dans ce sens, le CN du PSU réaffirme son soutien total au programme de l'OLP et salue ici son représentant. Vive la lutte du peuple palestinien ! » (CN du PSU, (1974)).

<sup>188</sup> Outre les dénominations de parti occidentaux comme le parti socialiste unifié du Japon, le Parti socialiste Populaire en Espagne (PSP) et le PSU de Catalogne, il existe ou exista des sortes de PSU au Sri-Lanka, au Mexique (PSUM), le PSU marocain (sur la gauche de l'Istiqlal fusion de fractions d'extrême-gauche à la gauche du parti socialiste de gouvernement), le PSU Tunisien, et le Parti socialiste des Travailleurs Unifiés (PSTU) Brésilien (se situant entre le Parti des Travailleurs et le Parti Communiste brésilien).

minoritaires radicaux) à faire converger leurs organisations et trouver des points communs à leurs projets

Fruit de quatre années de regroupements progressifs, marquée par l'audience croissante de revues modernistes comme *France-Observateur* ou *l'Express*, une table-ronde, au début de 1958, est organisée pour traiter de l'« avenir de la gauche : tactique ou doctrine ». Y participent Claude Estier<sup>189</sup> et Maurice Laval (tous deux du comité rédaction *France-Observateur*), Pierre Dreyfus-Schmidt (président du groupe parlementaire progressiste), Pierre-André Falcoz (radical mendésiste), Louis Guéry (UGS ex MLP), A. Philip (exclu de la SFIO), Manuel Bridier (UGS, ex NG, ex-RPF), G. Martinet (UGS, ex NG) et Jean-Jacques Gruber (UGS, ex JR)<sup>190</sup>.

Deux tentations préexistent au regroupement des minoritaires de gauche. D'un côté renouveler le « schéma travailliste » qui amalgamerait tous les courants situés entre les deux bornes du PCF et de la SFIO, sans être trop regardant sur l'idéologie intrinsèque de chacun d'eux et sur leur passé récent. C'est la position autant de A. Philip à la SFIO que de François Mitterrand au sein de son petit parti l'UDSR. L'Union des Forces Démocratiques (UFD) est pour eux le cadre d'un large rassemblement. De l'autre, C. Bourdet propose de faire dialoguer deux formations distinctes, chacune représentant une classe sociale particulière, militant de manière différente mais s'accordant sur la tactique électorale : « les mendésistes, les libéraux de l'UDSR et certains socialistes de droite républicaine devraient se regrouper autour d'un parti « rooseveltien » dont P. Mendès France serait le chef naturel. Ce parti politiquement libéral et économiquement empiriste pourrait rallier toute une partie des cadres, de la bourgeoisie moderne et des classes moyennes. Si ce regroupement accompagnait le regroupement socialiste (...) (PSA+UGS), les deux partis pourraient collaborer étroitement ensemble au sein de l'Union des Forces Démocratiques et établir en commun leurs relations avec le Parti Communiste »<sup>191</sup>. Les nouvelles gauches tentent de « récupérer » les anciens

---

<sup>189</sup> Claude Estier est né le 08/06/1925. Journaliste, ancien membre du 1<sup>er</sup> PSU, il travaille dans le cadre du Combattants Internationaux pour la liberté et au Club des Jacobins. Il sera brièvement membre du second PSU, adhère à la CIR, au Combat Républicain puis au Parti Socialiste.

<sup>190</sup> *France-Observateur*, n°400, 09/01/1958, pp.12-13 cité par MENARD, Olivier, op.cit., p.10.

<sup>191</sup> BOURDET, Claude : « La gauche redistribue ses cartes », *France-Observateur*, n°437, 18/09/1958, p.4. cité par MENARD, Olivier, op.cit., p.83-84.

jeunes gaullistes qui comme Roger Stéphane<sup>192</sup> et M. Bridier<sup>193</sup> sont déçus de ne pouvoir s'en remettre à l'homme en qui ils avaient placé toute leur espérance<sup>194</sup>.

La prise du pouvoir par C.de Gaulle apparaît pour ces militants comme un coup de force contre la démocratie. Plus encore, la soumission de la SFIO aux desiderata du général provoque la scission des minoritaires du parti qui vont fonder le PSA (1.3.1.). Les premiers temps du parti sont consacrés à l'intégration individuelle des CADistes autour de P.Mendès France exclu du Parti radical (1.3.2.). Un processus de fusion s'amorce alors avec l'UGS et des dissidents du Parti Communiste malgré les réticences de la base ouvriériste issue souvent du MLP (1.3.3.).

### **1.3.1. La scission avec la SFIO et la reconstruction d'un parti socialiste**

« C'est la dictature, c'est le fascisme, il faut faire quelque chose ». S. Hessel et les « sept mercenaires »<sup>195</sup>, qui vont créer en 1958 le Club Jean Moulin, en hommage au chef résistant et au haut fonctionnaire, se préparent à entrer en résistance. Une fois passé l'orage, ils orientent leur club vers un genre moins insurrectionnel mais vigilant, celui d'une « Fabian Society » à la française, accusée de reconvertir le travaillisme toujours en idée mais jamais réalisé depuis 1945.

Guidé alors par l'espoir d'une fédération entre SFIO, Jeune République et des mouvements de la résistance (Organisation Civile et Militaire, Libération-Nord, Libérer et Fédérer, la partie non communiste du Mouvement de libération nationale), les promoteurs du travaillisme n'avaient pu faire survivre l'idée après l'institutionnalisation de la IVe République, même si son nom fut relancée en vieux serpent de mer<sup>196</sup>. En 1964, le projet de « Grande Fédération » autour de « M.X », alias Gaston Defferre, constitue le dernier balbutiement d'une tentative de traduction politique (entre SFIO, radicaux et MRP) de ce travaillisme à la française.

Les clubs naissants ne sont pas les seuls à s'inquiéter de la situation nouvelle ; au sein des partis, des courants oppositionnels au coup de force gaulliste s'organisent.

---

<sup>192</sup> Parmi les cadres de *France-Observateur*. Il signe dans ce journal l'article « Hier encore j'étais gaulliste », n°419, 22/05/1958, p.7.

<sup>193</sup> BRIDIER, Manuel : « Lettre ouverte à nos gaullistes de gauche », *France-Observateur*, n°421, 29/05/1958, p.6.

<sup>194</sup> R. Stéphane retourne au gaullisme par la suite mais M. Bridier continue de développer ses idées à gauche. Cadre de la Caisse des Dépôts et des Consignations, il est amené à faire le pont entre haute-administration et propositions du PSU. Il est, dans les années 70, militant au CERES de J-P Chevènement.

<sup>195</sup> SUFFERT, Georges : *Mémoires d'un Ours*, 1994, p.121.

<sup>196</sup> ANDRIEU, Claire, *Le Club Jean Moulin, Pour l'amour de la République*, 2002, p.11-16.

Selon Alain Eck, « à partir du 14 mai 1958, A. Savary est chargé par les minoritaires de la SFIO de coordonner la résistance au coup d'Etat qui a éclaté la veille à Alger. Le 14 mai, il s'exprime devant l'Assemblée : si demain l'armée et la rébellion deviennent maîtresses de l'Algérie entière, il faudra dans la Métropole un gouvernement solide ». Le 28 mai, 100 à 200000 manifestant défilent avec comme mot d'ordre Défense de la République, cortège PC d'un côté, cortège des non-PC de l'autre. Le refus du coup de force gaulliste est alors déclencheur de nombreuses vocations militantes (cf. annexe 1).

#### *Nouveaux départs de minoritaires et fondation du PSA*

D'aucuns parmi les socialistes choisissent de militer dans une nouvelle aile gauche de la SFIO, réformatrice mais légitimiste, notamment auprès d'Albert Gazier<sup>197</sup>, G. Jaquet et Christian Pineau, mais les exclusions et le fonctionnement même de la vieille maison étaient telles que même parmi les blumistes résolus comme E. Depreux, disciple de Jean Longuet<sup>198</sup> il fallait refonder un parti socialiste autonome différent de la SFIO.

Le Parti Socialiste Autonome (PSA)<sup>199</sup> de 1958 est le fruit de multiples désaccords accumulés sur la question coloniale et dont le point d'explosion se trouve dans l'attitude à adopter quant à la participation ou non de la SFIO au gouvernement de C.de Gaulle<sup>200</sup>.

La minorité du parti désapprouve la manière dont G.Mollet négocia avec C.De Gaulle le 13 mai et son appel à voter pour son investiture et en faveur des nouvelles institutions. 49 SFIO sur 95 (majoritaires donc) et 6 progressistes votent contre l'investiture de C.de Gaulle le 01/06/1958<sup>201</sup>. Lors du 50<sup>e</sup> congrès en septembre 1958, la scission survient. Un texte « Badiou » est présenté lors de ce congrès d'Issy les Moulineaux (11-14/09/1958) demandant la reconnaissance « de l'existence d'une communauté nationale algérienne ».

Les minoritaires à la SFIO<sup>202</sup> ne doivent leur maintien au sein du parti qu'à la liberté de vote laissée aux parlementaires lors des votes du mois de juin : la position que va prendre la SFIO au moment du référendum doit engager tout le parti : c'en est trop pour les minoritaires qui ne supportent pas de voir des militants plutôt opposés au mollétisme tels Gaston Defferre<sup>203</sup> ou A. Gazier rejoindre le camp du oui<sup>204</sup>. Selon eux, les consignes de la direction jouent sur deux

---

<sup>197</sup> Albert Gazier (1908-1997). Ses mémoires ont paru en 2006.

<sup>198</sup> Source : lettres de Jean Longuet à Edouard Depreux au AN CARAN 456ap6, papiers historiques.

<sup>199</sup> Dont l'histoire est retracée dans MORIN, Gilles, op.cit., 1990. Notons que le 19<sup>e</sup> congrès du mouvement MLP en 1956 réclamait déjà un parti socialiste autonome et démocratique.

<sup>200</sup> Voir sur la période qui s'achève en 1958, CASTAGNEZ-RUGGIU, Noëline, Socialistes en République, PUR, 1997.

<sup>201</sup> Avec 141 PCF, 3 MRP, 1 gauche démocratique, 1 modéré, 1 non inscrit, 18 radicaux et 4 UDSR.

<sup>202</sup> MORIN, Gilles, 1980, 1990 et 1992.

<sup>203</sup> Gaston DEFERRE (1910-1986)

<sup>204</sup> QUILLIOT, Roger, La SFIO et l'exercice du pouvoir (1944-1958), 1972. p.735-736.



tableaux : « en septembre le pouvoir personnel instauré avec la complicité et la participation du secrétaire général du parti aura eu le temps de se consolider (...) Nous n'avons pas le droit de rester inactifs ! Nous inviterons donc tous les militants attachés sincèrement aux principes du socialisme démocratique et aux grandes traditions de la France révolutionnaire et républicaine à constituer immédiatement sur le plan local auprès de chaque section du parti, un groupe d'action »<sup>205</sup>.

Le bureau provisoire des minoritaires est constitué de R. Badiou, R. Blum, E. Depreux, A. Hauriou, O. Rosenfeld, A. Savary et R. Verdier. Ce sont donc des hommes expérimentés qui présentent une motion intitulée : « Pour que la SFIO redevienne un parti vraiment socialiste » exigeant l'interdiction du cumul des fonctions de secrétaire général et de ministre et la démission des ministres socialistes (André Boulloche, Max Lejeune, G. Mollet et Eugène Thomas). E. Depreux, le 12 septembre, dénonce les « étranges combinaisons qui ont permis d'additionner « les oui arrageois (attentistes), les oui périgourdins (jusqu'au-boutistes), et les oui marseillais (d'une autre tonalité pacifique) ». G. Mollet, R. Lacoste et G. Defferre sont visés, mais cette ironie ne permit à la minorité que de gagner 400 voix entre 1957 et 1958<sup>206</sup>. Le rapport de forces est nettement à l'avantage de G. Mollet qui recueille pour le « oui » au référendum 2687 mandats contre 1176 « non » et 62 abstentions. 25 fédérations de la SFIO se sont prononcés pour le non dont l'Isère<sup>207</sup>. 3 sont à égalité. Le bureau, suivi de Mireille Osmin<sup>208</sup>, Jean Binot et du professeur Charles-André Julien<sup>209</sup>, donne sa démission.

Le 14 septembre 1958, les minoritaires quittent la SFIO pour fonder le PSA deux jours après, le 16 septembre. Un an après que D.Mayer proclamât qu' « il est évident que Lacoste et (lui) ne pourront pas rester longtemps dans le même parti. Je ne sais pas sous quelle forme cette incompatibilité entre lui et moi sera résolue. Mais elle le sera nécessairement », A. Savary déclare: « L'expérience prouverait que nous nous ne pouvions pas régénérer la SFIO ». « Je ne peux plus respirer » ajoute-t-il. Dans une circulaire du 4/10/1958, A. Mazier justifie son choix de rallier le PSA : « Il ne m'était plus possible de continuer. Cela n'était

---

<sup>205</sup> Déclaration reprise dans ESTIER, Claude, « Les minoritaires SFIO vers l'épreuve de force », *France-Observateur*, n°425, 26/06/1958, p.3.

<sup>206</sup> DEPREUX, Edouard, 1972, p.492-493.

<sup>207</sup> Les fédérations 05, 07, 10, 14, 18, 22, 27, 28, 29, 30, 32, 38, 39, 46, 49, 52, 53, 54, 60, 63, 72, 74, 75, 78, 88. A égalité, les départements 02, 15, 19, 42, 61. Dans la Seine (75), 60% des mandats étaient pour le non. DEPREUX, Edouard, op.cit., p.491.

<sup>208</sup> Fille du dirigeant socialiste Léon Osmin, Mireille Osmin (1903-1993) entre aux JS en 1920, participe au cabinet Blum en 1936. Membre du courant pivertiste, elle adhère à la MEUSE. Institutrice depuis 1928, secrétaire de la fédération de la Seine de 1950 à 1957 avant d'être remplacé par Claude Fuzier, elle était hostile à la CED et à la politique de Robert Lacoste. Membre du PSA puis du PSU, elle s'en écarte par hostilité aux catholiques. Elle entre au PS en 1969. Cf biographie in *Socialistes à Paris* (Paris, 2005) et cf. biographie de Claude Fuzier.

<sup>209</sup> Charles-André Julien (1891-1988).

plus possible parce que la fédération était en train de mourir : les camarades partaient, les cartes ne rentraient plus, nous ne pouvions plus faire un nouvel adhérent, les jeunes nous fuyaient (...) La fédération se vidait de ses adhérents en même temps que le socialisme se vidait de sa raison d'être (...) Il est possible de recréer un mouvement authentiquement socialiste, fidèle aux espérances qui animaient nos anciens » Et cela pour recevoir « la sève montante de la jeunesse »<sup>210</sup>. E. Depreux, qui avait été déjà pressenti en secrétaire général de la SFIO en cas de renversement de G. Mollet, est pressé notamment par A. Mazier d'accepter la responsabilité de secrétaire général du PSA<sup>211</sup>. Les Editions de Minuit mettent à disposition du jeune parti un local. Puis, jouxtant l'Express, le PSA s'installera, avec l'UFD, 8 rue Henner. Des militants « historiques » de la SFIO comme D. et Cletta Mayer, O. et Marie-Louise Rosenfeld, Robert et Renée Blum, et les veuves de militants comme Jeanne Dormoy Madeleine Léo-Lagrange, Marthe Lévy, Germaine Pivert, Andrée-Pierre Viénot sont parmi les fondateurs du PSA.

Aux élections de novembre 1958, le PSA présente des candidats dans 20 circonscriptions, et notamment avec les cinq députés issus de la SFIO qui l'ont fondé : J. Binot, E. Depreux, R. Verdier, G. Desson, A. Mazier. Il n'aura aucun élu<sup>212</sup> : E. Depreux est battu à Sceaux ; G. Desson dans les Ardennes ; A. Mazier à St Briec ; P. Dreyfus-Schmidt à Belfort. Le PSA compte en juillet 1959 8000 adhérents et 70 fédérations (dont une au Maroc et une autre en Algérie). D'autres cadres démissionnent de la SFIO mais ne sont pas acceptés comme adhérents PSA tels Vincent Auriol, ancien président la IVe République discréditée, ou Félix Gouin, ancien président du conseil<sup>213</sup> qui avait pourtant voté contre<sup>214</sup> la délégation du pouvoir constituant à De Gaulle en juin 1958. V.Auriol reste cependant un sympathisant des deux formations successives PSA et PSU. Des radicaux partisans de P.Mendès France comme Jean-Jacques Servan-Schreiber sont jugés insuffisamment prolétariens. Concernant la

---

<sup>210</sup> Propos relaté dans *Combat socialiste*, n°1, 4.10.1958, cité par GUINEMENT, Jean-Luc, La fédération PSU des Côtes du Nord, 1975, p.4.

<sup>211</sup> On pourra se reporter à l'un de ses premières déclarations « pourquoi nous avons quitté la SFIO » en annexe 12.

<sup>212</sup> Mais un député ! Alain Savary restant député PSA de St-Pierre et Miquelon pendant neuf mois, les élections dans les TOM étant reportés pour l'été 1959. Cf ECK, Alain, op.cit., p.47.

<sup>213</sup> Il ne sera pas accepté au PSA pour deux raisons : d'une part pour ne pas s'être suffisamment éloigné de conceptions « colonialo-socialistes » (mais cependant, l'ancien député Charles Lussy est accepté en 1959, même s'il est notoirement reconnu comme pro-Algérie française) ; d'autre part parce qu'il avait tenu un meeting à Marseille avec son ancien ministre communiste, François Billoux. Cf WILLIAMS, Philip M. ; HARRISON, Martin : « La campagne pour le référendum et les élections législatives », *Association Française de Science politique*, « L'établissement de la Ve République. Le référendum de septembre et les élections de novembre 1958 », Armand Colin, 1960, p.24, cité par MENARD, Olivier, op.cit., p.68.

<sup>214</sup> Avec Alexandre Baurens et Le Bail à la délégation du pouvoir constituant à De Gaulle lors du 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Juin 1958. DUHAMEL, Olivier : *La gauche et la Ve République*, Paris, PUF, 1980, pp.139 cf annexe 7 à MENARD, Olivier, op.cit.

perspective d' « entrer à l'UGS », la circulaire du PSA du 14/09/1958 balaie la question car « nous, militants du PSA, (...) sommes le véritable Parti socialiste ». Avant d'ajouter aussitôt : « Toutefois des contacts entre militants et d'organisation à organisation pourront être utiles ». Cela laisse la discussion ouverte sans vouloir froisser la sensibilité des PSA les plus rigides.

La tactique d'alliance électorale est variable en fonction des réalités locales et des contacts qu'ont gardés ou non les militants PSA avec leurs anciens camarades. Aux élections municipales de mars 1959, le PSA s'allie à la SFIO à Niort, mais avec l'UGS contre elle à Toulouse (11,2% pour le PSA sortant R.Badiou). A Grenoble par contre, G. Lavau et un responsable CFTC quittent l'UGS alliée au PCF, et sont présents sur une liste SFIO. Le bilan est négatif : de nombreuses villes sont perdues comme Sceaux (40% liste commune avec UGS contre 47% pour la SFIO en 1953).

En 1959, des militants SFIO rejoignent également le PSA soit individuellement comme Robert Gourdon, ancien député socialiste du Gard en avril, soit collectivement le 03 octobre 1959 comme F. Tanguy-Prigent<sup>215</sup>, ancien ministre de l'Agriculture sous la IV<sup>e</sup> République. Il est imité en cela par d'anciens parlementaires tels Achille Auban (du 31), A. Berthet et l'ancien sénateur Alfred Paget (38), Henri Briffod (74), Cartier (26), Détraves (78), Florand (23) qui jusque-là avaient hésité à franchir le pas. Cela provoque la méfiance de certains militants UGS car ils craignent la résurgence des baronnies SFIO et le retour des pratiques qu'ils avaient refusées.

Bref, comme le dit l'ancien bolchévik passé à la SFIO, Victor Faÿ, prenant conscience a posteriori des dilemmes que le PSA puis le PSU ont dû affronter : « Nous voulions au PSU créer un tiers-parti. (...). J'étais adversaire de Lénine et de Staline mais partisan de l'alliance avec les communistes en France, seul moyen pour la gauche d'aller au pouvoir. A la SFIO, nous sommes 8000 à sauter le pas en 1958. Je partageais la conception centraliste et autoritaire du parti en 1960. Notre courant unitaire s'inspirait du modèle du SPD allemand »<sup>216</sup>.

Comment concilier dans le PSA des traditions disparates qui puisent à diverses sources du mouvement socialiste international et comment vont s'appréhender les différents courants qui entendent se réunir ?

---

<sup>215</sup> Il dit ne plus « se solidariser (...) avec cette attitude persistante, qui tourne le dos à la démocratie et après avoir abdicqué, se satisfait du pouvoir personnel. » NANIA, Guy, 1966, p.50. Il ajoute : « aucun espoir n'est plus permis dans la SFIO. Notre pauvre parti n'est plus qu'un comité de nantis et d'arrivistes ».

<sup>216</sup> FAY, Victor, La flamme et la cendre – histoire d'une vie militante, Presses universitaires de Vincennes, 1989.

### 1.3.2. Le lent apprentissage de la cohabitation des traditions politiques

Le mariage entre des traditions disparates dans le champ politique ne s'opère pas seulement par la simple force de la volonté mutuelle. Il est entendu que les conditions de l'union doivent être clairement définies et des options idéologiques valorisées. Le choix porte sur deux types de modèles : le premier est le schéma travailliste qui vise au rassemblement le plus large possible, à la fois électoralement et en termes d'organisations. Cette option est très vite considérée avoir échoué et porter en elle trop de contradictions, donc elle est écartée au profit d'un autre type d'union : l'intégration individu par individu d'éléments réformistes dans le cadre d'un parti révolutionnaire. Mais le premier schéma (travailliste/UFD), qui est celui ayant présidé aux expériences d'union électorales de 1958, a été bien souvent le creuset de rapprochement entre des mondes politiques auparavant ignorants les uns les autres.

#### *L'UFD*

Ainsi l'exemple de l'Union des Forces Démocratiques (UFD) peut nous éclairer. D'abord simple rassemblement de personnalités qui se constitue le 24 juin 1958 après l'arrivée au pouvoir de De Gaulle, elle a très vite une finalité électorale affirmée : il s'agit d'incarner l'opposition au système du 13 mai qui va naître, sans vouloir recycler la IV<sup>e</sup> République. L'UFD est constituée par des universitaires et des scientifiques telles que Alfred Kastler<sup>217</sup>, Francis Perrin<sup>218</sup>, Jean Hyppolite<sup>219</sup>, Maurice Merleau-Ponty<sup>220</sup> ou Laurent Schwartz<sup>221</sup>, les opposants à G.Mollet au sein de la SFIO tels que D.Mayer (qui le premier a lancé son appel) et R.Verdier, les représentants de la Jeune République avec M. Lacroix, les rescapés du centre-gauche (selon l'expression de J.P. Rizzo<sup>222</sup>) autour de P. Mendès France et de F.Mitterrand, la presse d'inspiration catholique (G. Suffert de *Témoignage Chrétien* et J.-M. Domenach d'*Esprit*) et des syndicalistes (D. Forestier du SNI<sup>223</sup>, Pierre Le Brun de la CGT et P. Vignaux, leader de la tendance reconstruction de la CFTC). Le bureau de l'UFD se compose de E. Depreux, J.-J. Gruber (UGS), en plus des susdits. Le secrétariat est assuré par

---

<sup>217</sup> Alfred Kastler Physicien, que l'on retrouvera au PSU.

<sup>218</sup> Francis Perrin, Haut Commissaire à l'Energie Atomique.

<sup>219</sup> Philosophe, directeur de l'ENS ULM. FOUCAULT, Michel : « Jean Hyppolite (1902-1968) », Dits et Ecrits, 1994.

<sup>220</sup> Philosophe.

<sup>221</sup> Laurent Schwartz (1915-2002), professeur de mathématiques à la faculté des sciences de Paris et à l'Ecole Polytechnique.

<sup>222</sup> Pour cette période, se référer à Jean LACOUTURE, Pierre Mendès-France, Seuil, 1981 ; BEDARIDA, François et RIOUX, Jean-Pierre, Pierre Mendès-France et le mendésisme, 1985 ; et RIZZO, Jean-Louis, Pierre Mendès-France, La Découverte, 1994.

<sup>223</sup> Qui sera un temps sympathisant du PSU.

Roger Chatelain, Bertrand Schneider, A. Seurat et la future sénatrice socialiste et cadre de la LDH, Françoise Seligmann<sup>224</sup>.

Le manifeste de l'UFD du 18/07/1958 demeure fidèle au républicanisme de gauche et ne se place pas dans une perspective socialiste. Il « appelle de ses vœux une politique de progrès économique et social, comportant notamment la réduction des charges improductives, la réforme de la fiscalité, une nationalisation effective du crédit, l'association des travailleurs au plan de modernisation et d'équipement, et une politique internationale qui permette à la France de reprendre l'initiative »<sup>225</sup>. On le voit : nulle socialisation de l'économie n'est en vue mais un planisme tempéré qui pourra faire l'accord le plus large et être repris d'ailleurs en certaines occasions par le pouvoir gaulliste. Ce qui cimente plutôt la nouvelle formation, c'est le refus moral des « conditions dans lesquelles a été imposé le retour de De Gaulle au pouvoir » et « les actes politiques de son gouvernement ». L'UFD lance un appel solennel pour refuser l'avant-projet constitutionnel en août 1958 : « Si le gouvernement s'obstine à présenter un texte qui ramène à Pétain, à Mac-Mahon et à Charles X, le peuple républicain, avec résolution, aura à répondre non »<sup>226</sup>. Ce refus est motivé par la peur de délivrer un véritable blanc-seing à l'arbitraire de l'administration et des services de l'Etat. Nulle réflexion constitutionnaliste n'est engagée et c'est là où le bât blesse : le refus de ce qui pourrait s'apparenter à un nouveau fascisme ne s'accompagne pas d'un programme pour sortir de la IV<sup>e</sup> République en pleine crise. La politique du « ni-ni » : « ni confiance, ni défiance systématiques » envers un homme providentiel, ni socialisme dirigiste et ni libéralisme à tout crin en matière d'économie ne contribue pas à orienter l'électeur. L'UFD ne se structure d'ailleurs que le 12/03/1959 en précisant le rôle de son BN (15 membres) et de son secrétariat (5 membres)<sup>227</sup>.

En cela, le nouveau « cartel » n'est pas clairement identifié et identifiable, ce qui n'est pas facilité par le peu de pédagogie et d'explication de sa position lors de la timide campagne du référendum du 28/09/1958. Les résultats du référendum montrent une amplification du « oui » à De Gaulle par rapport aux prévisions des quelques sondages réalisés : 80% de oui, soit 20 points de plus qu'attendu. Aux législatives, coalisant le PSA, l'UGS, l'UDSR<sup>228</sup> et des mendésistes indépendants, de nombreux sortants renoncent à se représenter de peur d'être

---

<sup>224</sup> NANIA, Guy, 1966, p.54.

<sup>225</sup> Manifeste de l'UFD, *Le Monde*, 24/07/1958, cité par MENARD, Olivier, op.cit., annexe 9.

<sup>226</sup> « Le non de l'UFD sur l'avant-projet de constitution », *France-Observateur*, n°432, 14/08/1958.

<sup>227</sup> NANIA, Guy, op.cit., p.54.

<sup>228</sup> Moins sa scission de droite emmenée par René Pleven.

irréremédiablement battus : René Arbeltier<sup>229</sup> (PSA), Georges Souquès (Radical) et Chatelain (Radical) par exemple. Le cartel ne totalise que 261 738 voix soit 1,3% des exprimés et 1% des inscrits. L'UFD présente son propre candidat à l'élection présidentielle de décembre 1958 mais le doyen Albert Châtelet, président du comité Maurice Audin<sup>230</sup> du nom du communiste tué en Algérie en 1957, n'obtient que 8,4% des suffrages des parlementaires face à De Gaulle. L'échec électoral est ainsi la conséquence, en plus de la continuation de la logique électorale commune au référendum, de la préférence et de la confiance par l'électeur en des partis qui s'opposent mais qui sont structurés en organisations, et non pour des agglomérations de personnalités alliés par la circonstance.

### *Le CAD*

Le 14/01/1959 le bureau du Parti Radical par la voix de Félix Gaillard enjoint les mendésistes de choisir entre l'UFD et le Parti avant fin janvier. La réplique ne se fait pas attendre avec la constitution du Centre d'Action Démocratique (CAD) (cf. p.18) qui s'oppose à l'injonction de F.Gaillard. Le 11/02/1959, P. Mendès-France est exclu de ce Parti Radical<sup>231</sup> qui le rejette depuis deux ans. Le CAD s'autonomise avec des fidèles mendésistes comme Paul Anxionnaz<sup>232</sup>, l'économiste Gabriel Ardant<sup>233</sup>, C. Hernu, Maurice Bertrand, Jacques Kayser, Brigitte Gros<sup>234</sup>, Roger Charny, Claude Panier ou Léon Hovnanian. Ce dernier avait adopté une démarche médiane quand il jugeait possible un accord avec l'UGS et le PSA autour d'une colonne vertébrale commune : « double refus de l'aliénation des individus soit par le capital soit par une bureaucratie dans le cadre d'une économie où la propriété privée serait totalement abolie. (Ne serait acquis que) le démantèlement des cartels par leur nationalisation, de manière à mettre l'économie au service de l'individu et non l'inverse »<sup>235</sup>. A la suite de son débat sous l'égide de *L'Express* avec des travaillistes anglais et des socialistes italiens, P. Mendès-France, d'abord réticent, prend l'initiative d'adresser un message au PSA le 30/04 lors du 1<sup>er</sup> congrès de Montrouge : « à toutes les heures graves et parfois dramatiques, que la République a traversées au cours des dernières années (...) en face des problèmes économiques et politiques qui se sont posés dans la Métropole comme dans l'Outre-Mer, mes

---

<sup>229</sup> Notice Maitron, 2006.

<sup>230</sup> Laurent Schwartz lui succèdera à la tête de ce comité, après sa mort le 30/06/1960.

<sup>231</sup> Mené par Félix Gaillard, Léon Martinaud-Deplat, René Mayer et Maurice Bourguès-Maunoury.

<sup>232</sup> Paul Anxionnaz (1902-1997) (ancien député radical de la Marne et futur Grand-Maître du Grand Orient de France). ANXIONNAZ (1988) et MAITRON, PENNETIER (2006).

<sup>233</sup> Futur membre du PSU, Gabriel Ardant a été de la première cohorte des « planificateurs » : collaborateur de Pierre Mendès-France dès 1954 et co-auteur de « Techniques de l'Etat », il était des *Cahiers de la République*. Il poursuivit sa collaboration avec Mendès en dépit ou du fait de son retrait rapide du PSU.

<sup>234</sup> Sœur de Jean-Jacques Servan-Schreiber et épouse d'Emeric Gros.

<sup>235</sup> Cf. HOVNANIAN, Léon, « Dernier avertissement sans frais », *France-Observateur*, op.cit.

amis et moi nous sommes trouvés en communion de pensée avec les hommes aujourd'hui groupés dans le PSA »<sup>236</sup> : convergence donc certaine en des heures sombres de l'histoire mais non cheminement volontaire vers un modèle idéologique préétabli. E. Depreux, un an auparavant, avait pour théorie que « le meilleur des radicaux, le plus avancé des radicaux, a une doctrine différente de la nôtre »<sup>237</sup> : le hiatus est profond et, s'il sera en parti voilé par les déclarations de P. Mendès France l'automne suivant<sup>238</sup>, il ne sera jamais entièrement gommé. A la suite de Montrouge, P. Mendès-France demande quelques jours plus tard son adhésion au PSA. La suspicion gagne alors l'UGS et *Tribune du communisme* qui demandent clarification concernant son anti-impérialisme notamment. La méfiance de l'UGS était similaire à celle du MLP de 1956 qui considérait que « Mendès-France propose à la place (du socialisme) le vieux rêve radical rénové par les techniques. Il le présente comme plus sûr, moins dangereux. Lui et ses amis de *l'Express* essayent de dresser la raison contre la Révolution ». Le MLP ne craignait pas d'ajouter : « notre congrès est une réponse à cette tentative »<sup>239</sup>. Dirigeant de l'UGS, G. Martinet, reconnaît que « l'union réalisée au sein de l'UFD » est « une chose très positive » et « n'exclut pas qu'un jour un homme comme Mendès France fasse le pas que fit avant lui Jaurès lorsqu'il passa des rangs du centre-gauche à ceux du socialisme ». Quelques mois plus tard, P. Mendès France essaiera de montrer que cela est possible par le souhait que « les exigences du progrès économiques, conditions du progrès social, orientent nos efforts dans les voies du socialisme : d'un socialisme qui pour triompher en France, devra s'inspirer de la tradition humaniste de Jean Jaurès et Léon Blum »<sup>240</sup>.

G. Boris, conseiller de P. Mendès France, souligne que les deux parties, radicales et socialistes, se sont rapprochées : « Les radicaux n'ont plus les mêmes répugnances et les socialistes les mêmes certitudes. On attend d'eux un nouvel effort d'objectivité. Qu'ils le reconnaissent donc : sur des questions qui autrefois servaient de pierre de touche, certains radicaux pensent comme certains socialistes et réciproquement. »<sup>241</sup>.

R. Verdier et G. Martinet<sup>242</sup> s'opposent à un « revival » du travaillisme : pour ce premier, pourtant (ou peut-être parce que) blumiste, « le travaillisme n'est pas une formule neuve. On

---

<sup>236</sup> MENDES-France, Pierre, « Discours à Montrouge », OC, cité par NANIA, Guy : Un parti de la gauche, le PSU, Paris, Gedalge, 1966, p.59, et MENARD, Olivier, op.cit., p.89.

<sup>237</sup> DEPREUX, Edouard, « Pourquoi nous avons quitté la SFIO », ibid.

<sup>238</sup> Lors de sa lettre à Edouard Depreux du 21/09/1959, il dit se tourner « vers ceux qui ne craignent pas d'envisager et de préconiser de profondes réformes de structure de notre société ».

<sup>239</sup> « Notre congrès est un évènement politique », in *Perspectives socialistes*, n°93, 15.11.1956.

<sup>240</sup> Lettre de P. Mendès-France à E. Depreux, in *Œuvres Complètes de P. Mendès-France*, tome 4, Paris, Gallimard, 1984, p.538.

<sup>241</sup> Cité par MENARD, Olivier, op.cit., p.88.

<sup>242</sup> Entretien avec l'auteur le 13/12/2005.

l'a utilisé pour recouvrir certaines tractations entre le MRP et la SFIO qui n'ont pas laissé de bons souvenirs »<sup>243</sup>. Pour le second, « le travaillisme, c'est en réalité la forme moderne que veut se donner le radicalisme ». Il refuse de croire que « le socialisme est une idéologie périmée et sans prise directe sur la réalité moderne »<sup>244</sup>.

Finalement, au PSA, seules les adhésions individuelles après examens des « cadistes » sont autorisées.

Le CAD se saborde le 20/09/1959 et seuls quelques minoritaires en son sein tels que P.-A. Falcoz refusent de rejoindre une structure jugée trop « étouffante » et dont la doctrine affiche le principe de la lutte des classes. Avant même que le PSU ne se constitue, P. Mendès-France précise à E. Depreux que le socialisme devra s'inspirer de la tradition humaniste de J. Jaurès et de L. Blum<sup>245</sup> et de la planification rendue nécessaire. Le 14/10/1959, il invoque aussi bien le radical E. Herriot que le socialiste J. Jaurès devant les militants PSA rassemblés à la Mutualité.

On rejoint O. Ménard lorsqu'il écrit « on ne peut s'empêcher de penser que la convergence (entre PSA et CAD) s'est faite sans contrepartie » mais on ne le suit pas dans l'idée que P. Mendès France aurait dû se soumettre et plier devant le nombre des exigences : il ne connaissait que trop bien l'évolution des positions et des lignes doctrinales pour en être sur le moment offusqué. Il n'est en pas moins avéré que les mendésistes, au premier chef L. Hovnanian, ne sont pas en mesure de faire respecter l'assertion suivante « Que nos amis socialistes et UGS demandent des garanties doctrinales, c'est tout à leur honneur, qu'il sache bien du reste que nous formulerons de notre côté les mêmes exigences »<sup>246</sup>. C'est donc plutôt dans le travail intellectuel, une fois passée l'examen de passage, que dans cet examen à proprement dit que se rééquilibreront les positions : avec guère plus de 2000 militants autour de lui, P. Mendès France pouvait être à ce niveau-là désavantagé mais l'espérance était qu'il provoque un afflux de militants venus sur son nom. Pour cela il aurait fallu que le PSA se rebaptise « amis de Pierre Mendès-France » pour que la démarche réussisse<sup>247</sup>.

---

<sup>243</sup> ALVERGNAT, Louis, « Comment a été créée l'Union des Forces Démocratiques », *France-Observateur*, n°427, 10/07/1958, pp.4-5, cité par MENARD, Olivier, op.cit.

<sup>244</sup> MARTINET, Gilles, id.

<sup>245</sup> Lettre du 21/09/1959.

<sup>246</sup> HOVNANIAN, Léon, op.cit.

<sup>247</sup> Référence à la boutade de F. Mitterrand à ses proches dans les années 70 : « Mais voyons il n'y a pas de parti socialiste. Il n'y a que les amis de François Mitterrand ».



### 1.3.3. La préparation d'un congrès fondateur : l'union avec l'UGS et TdC

L'intégration du CAD achevée, les conditions de la fusion du PSA avec l'UGS et TdC demandent encore six mois de négociations.

« Il n'est pas concevable qu'il y ait en France deux partis socialistes authentiques » avait argumenté E. Depreux pour accélérer la réunification, selon son terme, ou plutôt l'unification de deux forces socialistes UGS et PSA. S'il ne saurait donc exister deux partis socialistes<sup>248</sup>, il saura bien subsister non pas deux mais trois, quatre, sept courants se réclamant du « socialisme » pour les uns démocratique, pour les autres originels, pour d'autres encore débarrassé de toutes scories réformistes. Unification de courants qui acceptent de discuter avec le PCF : R. Badiou (PSA) l'exprime en ces termes quand en octobre 1958 il recherche une tactique de discussion avec les communistes : « Quand deux puissances sont en lutte avec une troisième, il est normal qu'elles concluent des accords. ». L'unité à ce niveau est cherchée en certaines circonstances électoralement et non organiquement comme cela se profile avec l'UGS.

#### *Débats à l'UGS avant la fusion*

La direction de l'UGS, par le biais de G. Martinet, obtient quitus pour conduire les négociations avec le PSA le 26/01/1959<sup>249</sup> mais elle est fortement contestée : pour le conseil national UGS du 15/02/1959, la motion Paul Drevet, contresignée par Yves Jouffa, Roland Filiatre, Jean-Marie Vincent et Y. Dechezelles, dénonce les négociations parisiennes. « En son sein même, l'UGS doit composer avec des ex-MLP qui concentrent leur action sur la base et en majorité en province » tandis que les ex-NG au contraire ont une base très parisienne et plutôt intellectuelle<sup>250</sup>.

Cette motion qui s'ajoute à celle du Rhône d'inspiration MLP provoque la démission de G. Martinet du secrétariat et du bureau, ainsi que celles de C. Bourdet, J.-J. Gruber, P. Stibbe et P. Viannay du bureau national. A l'automne 1959, à peu près un quart des militants rejettent la fusion dans les conditions proposées : trotskistes de la fédération de Paris-Ville, militants ouvriers cégétistes détenant la majorité du regroupement dans les fédérations des Bouche du Rhône (avec Jacques Viard), Charentes, Corrèze, Doubs, Gironde, Hérault, Indre

---

<sup>248</sup> Mais en ce qui concerne les militants socialistes authentiques restés à la SFIO : « il faut entretenir avec eux des relations cordiales » précise E. Depreux.

<sup>249</sup> Par 4443 voix contre 877 et 1045 abstentions.

<sup>250</sup> MENARD, Olivier, op.cit, p.92.

et Loire, Manche et Haute-Marne notamment<sup>251</sup>. Les militants favorables au ralliement conditionnel (qui peuvent compter sur Y. Dechezelles d'abord réticent) obtiennent au CN du 01/11/1959, 361 mandats contre 131 et 37 abstentions. Une minorité non négligeable réitère son opposition au ralliement en 1960<sup>252</sup>. Autour de L. Alvergnat et de Jean Bonneville se forme alors l'Union pour le socialisme (UPS)<sup>253</sup>. Un autre ténor de la minorité, Buisson, ralliera tout de même le PSU. D'autres militants de l'UGS, plutôt que de s'investir dans le parti se consacrent exclusivement au tiers-mondisme comme R. Bonnaud<sup>254</sup> ou créent leur association à l'instar de Jacques Delors fondant le club Citoyens 60 en 1959<sup>255</sup>. Lorsqu'en avril 1960, à la veille de la fusion avec le PSA, la revue de l'U.G.S. *Perspectives Socialistes* dresse le bilan de trois ans de parti. J. Bonneville, hostile à la fusion, estime qu'« organisation socialiste de type nouveau », l'U.G.S. était « révolutionnaire, c'est-à-dire fondamentalement anticapitaliste, convaincue de la nécessité, de l'inéluctabilité d'une rupture entre la société capitaliste basée sur la recherche du profit individuel et la société socialiste appuyée sur le bien commun », mais « révolutionnaire aussi parce que consciente qu'il n'y a pas de suite obligatoire, continuité logique, entre les conquêtes sociales arrachées au régime capitaliste et les structures de la société socialiste ».

#### *La déclaration des principes*

Pourtant, lors des discussions préparatoires à la fusion, on s'accorde sur un projet de « Déclaration de principes » qui comporte le paragraphe suivant :

« Le choix des moyens légaux ou extralégaux, violents ou pacifiques, ne peut, quelles que soient les circonstances, être fixé à l'avance. Aucun des moyens de la lutte des masses ne peut être écarté par principe<sup>256</sup>. Le choix ne peut se faire, en ce qui concerne la prise du pouvoir, qu'au moment où le rapport des forces penchera nettement en faveur du mouvement ouvrier démocratique et où devra être surmontée, le plus efficacement possible, la résistance des exploités et des défenseurs de l'ancienne société. Le succès de la révolution, les garanties

---

<sup>251</sup> ESTIER, Claude : « UGS, un nouveau pas vers l'unification », *France-Observateur*, n°499, 26.11.1959, pp.12-13.

<sup>252</sup> 2490 sur 11000 votants (22,7% contre la fusion; 74,5% pour et 2,8% abstentions).

<sup>253</sup> Qui ne semble pas être d'obédience trotskiste-lambertiste contrairement à ce que pense Roland Biard (1942-1998), historien militant FA. L'UPS exista jusqu'en 1968 mais la plupart des membres ne rejoignirent pas le PSU, Cf BIARD, Roland, 1978, p.368. Pour la contradiction, COSTON, Henry, dictionnaire politique, 1967 ; DIOUDONNAT, Pierre-Marie, Dictionnaire des 10000 dirigeants politiques, 1978 et le DBMOF (2006) notice Louis Alvergnat.

<sup>254</sup> Robert Bonnaud, membre du PCF jusqu'en 1956, adhère à l'UGS en 1958 mais refuse d'entrer au PSU en 1960 car il ne veut pas appartenir à un parti qui compte P.Mendès-France et E.Depreux. VIDAL-NAQUET, Pierre, 1998.

<sup>255</sup> Avant de s'élancer dans l'aventure d'Echanges et Projets dans les années 1970.

<sup>256</sup> Cela rappelle Jules Guesde, « employer tous les moyens même légaux ».

contre sa déviation dictatoriale sont fondés sur la solidité de son implantation des organismes démocratiques et de leurs liens avec les masses. »

Dès avril 1959, alors que le PSA avait gardé dans son intitulé complet le label SFIO<sup>257</sup>, R. Badiou propose le terme de PSU<sup>258</sup> pour la nouvelle organisation, même si certains restaient attachés à l'ancien sigle. Nécessité est alors de ménager les sensibilités UGS.

A sa fondation le 3/04/1960, le PSU, malgré ces divergences, recueille l'assentiment de 16 000 militants (8000 du PSA<sup>259</sup>, 7000 de l'UGS, une centaine de Tribune du Communisme). Le jeune parti est également un parti de jeunes militants : 58,2% d'entre eux ont moins de 40 ans et 35,5% de 31 à 40 ans.

Le Comité Politique National de 55 membres est composé à égalité de 25 PSA et UGS<sup>260</sup> et de 5 poperénistes qui constituent au départ une petite force d'appoint. Ces 55 membres désignent un Bureau National de 11 membres de 5 militants issus du PSA, de 5 UGS et d'un ex-TdC.

Le scepticisme, autant que l'enthousiasme se penche sur le berceau du jeune parti. J. Poperen doute de la capacité de l'UGS et de TdC à « concilier leur action avec celle des vieux militants SFIO devenus scissionnistes (PSA) après des années de vie militante dans le parti de Léon Blum »<sup>261</sup>. Il s'agit de faire cohabiter une stratégie politique à haut risque (s'adresser à ces expériences militantes tout en recrutant prioritairement dans la jeunesse) avec une tactique électorale qui ne prévoit guère d'« accords circonstanciels sur des points précis et délimités » qu'avec le PCF.

Georges Suffert, le seul du PSA qui ait un pied dans le Centre des Intellectuels Catholiques de France<sup>262</sup>, ancien de la commission nationale de liaison des gauches<sup>263</sup>, ne s'y trompe pas quand il affirme : « Ouvriers de la CFTC et du MLP, intellectuels de diverses origines, avants-gardes du monde paysan se reconnâitrons-ils dans le nouveau parti (...) Tous observent avec un peu d'inquiétude les attitudes d'un certain nombre de laïcs sectaires qui

---

<sup>257</sup> « Cela signifie très clairement que nous n'aurions jamais franchi le seuil qui peut séparer l'autonomie interne de l'indépendance si cette autonomie interne nous avait été concédée à temps » explique Edouard Depreux in *France Observateur*, 18/09/1958.

<sup>258</sup> Déjà le parti de Jaurès de 1905 à 1906 avait comme codicille l'appellation de PSU, parti socialiste unifié. Le souci d'inscrire l'internationalisme prolétarien dans l'intitulé même du parti lui fit opter en 1906 pour la SFIO.

<sup>259</sup> Parmi eux, 12 des 59 signataires pour l'accession de G. Mollet au secrétariat de la SFIO en 1946 et 5 signataires sur les 56 qui avaient paraphé l'avant-propos oppositionnel à G. Mollet, rédigé par R. Verdier du 40<sup>e</sup> congrès SFIO de 1957: R. Verdier, A. Auban, A. Baurens, G. Desson, A. Paget.

<sup>260</sup> Dont 13 ex-MLP.

<sup>261</sup> MENARD, Olivier, op.cit, p.92.

<sup>262</sup> TOUPIN-GUYOT, Claire, Les intellectuels catholiques dans la société française, 2002.

<sup>263</sup> En 1953, cette commission regroupa catholiques et « gaullistes de gauche ».

manifestement ne semblent avoir qu'assez peu le désir de voir des catholiques rallier le camp de la gauche »<sup>264</sup>.

Parmi les réformateurs mendésistes, on se refuse à trop exercer d'influence directe sur le PSU : l'un d'eux Claude Alphandéry préfère les soins du Club Jean Moulin aux affres des débats de tendance du PSU, débats qui tranchent avec les habitudes prises au PCF<sup>265</sup> qu'il vient de quitter. Certains sont refoulés tels Jean-Jacques Servan-Schreiber. Ils ne sont pas les seuls à être refusés : l'adhésion de F. Mitterrand est rejetée au moins une fois<sup>266</sup> à cause de son obtention de la francisque en 1943 et de son passé de ministre de l'Intérieur au début de la Guerre d'Algérie.

Le congrès fondateur du PSU d'avril 1960 est une occasion manquée pour soutenir P. Mendès-France : celui-ci n'y participe pas. Les journalistes et les chroniqueurs de presse sont eux aussi plutôt sceptiques devant l'arrivée d'un nouveau parti : le journaliste du *Monde* Raymond Barrillon, « protestant laïc sur les bords (...) exécutait le PSU » dans ses papiers, estime aujourd'hui M. Rocard.<sup>267</sup>

Le Parti Socialiste Unifié oriente dès lors sa propagande autour de sa modernité et de sa place unique de parti de gauche luttant contre la Guerre d'Algérie.

Dans un contexte de guerre froide, de guerre d'Algérie et de refus du gaullisme, sa naissance est autant le fruit de l'agglomération d'anciennes minorités des partis dominants à gauche et de groupes sécularisés issus d'associations confessionnelles. Leur point commun est de refuser la colonisation et le pouvoir autoritaire autant au niveau de la conduite de l'Etat que de la conduite des organisations partisans. Ce refus s'accompagne d'une forte diversité de ses militants, selon des territoires particuliers, intellectuels/journalistes, petits employés et ouvriers composent majoritairement la base du parti.

Leurs attentes sont multiples : certains espèrent dans une nouvelle expérience mendésiste ; d'autres au contraire craignent tout virage social-démocrate. Mais chacun entend garder sa liberté individuelle d'action, même quand l'autre se voit dénier ses choix soit à l'échelle privée (exemple des « écoles libres »), soit dans son expression publique (signature ou non de la pétition laïque par exemple). Les socialistes dissidents du PSA sont chahutés par cet apport de militants ouvriers et intellectuels d'origine catholique en majorité. En 1960, un ancien

---

<sup>264</sup> SUFFERT, Georges : « Qui sont les chrétiens de gauche ? », *France-Observateur*, n°499, 26/11/1959, pp.12-13. Voir aussi SUFFERT, G. : Mémoires d'un Ours, 1994 ; du même auteur : Les chrétiens et la gauche, 1960.

<sup>265</sup> ALPHANDERY, Claude, *Vivre libre*, 1999.

<sup>266</sup> HEURGON, Marc, op.cit., 1994 et KESLER, Jean-François, op.cit., 1990.

<sup>267</sup> ROCARD, Michel, op.cit., 2005. Le même écrivait, dans un autre contexte, le 22/04/1955 dans *Le Monde* : « la création du parti socialiste unitaire appartient à un passé qui semble lointain et désuet ».

parlementaire issu de leurs rangs décrira les militants UGS comme « assez rigolos. Quinze ans de moins que moi. Un peu énervés mais sérieux. Un seul point noir pour moi : il y a beaucoup de catholiques là-dedans. Qu'est-ce qu'on va faire avec tout ça ? »<sup>268</sup>.

Le regroupement s'opère donc dans l'espoir d'un renouvellement du socialisme, en rompant avec les clivages anciens (entre le PCF et la SFIO), entre travailleurs intellectuels selon eux en voie de prolétarisation et ouvriers en voie de promotion.

Manifestation de l'effacement des divergences entre PSA et UGS<sup>269</sup>, le congrès du 3 avril 1960 pose les bases d'une répartition équitable des mouvements d'origine et cherche à structurer le parti par l'adoption des statuts élaborés par le comité d'entente. Le fonctionnement interne se veut en accord avec le projet politique d'un « parti révolutionnaire et parti laïc » selon la charte d'unification qui a valeur de manifeste et qui émet des principes généraux. Cette charte ne définit pourtant pas précisément l'« idée socialiste » avant ladite unification. Cette unification était conçue comme l'étape préalable à la construction idéologique commune.

---

<sup>268</sup> « Qui sont les adhérents du PSU ? », *France-Observateur*, n°518, 07/04/1960, p.3 cité par MENARD, Olivier, op.cit.

<sup>269</sup> La majorité de l'UGS était rassurée par le poids contenu des intellectuels et des laïcistes issues du parti radical.